

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
lundi 03 mai 2010**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 03 mai 2010

Procès-verbal

Convoqué le mardi 27 avril 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en séance publique, en Mairie, Salle des Rencontres, le lundi 03 mai 2010 à 18 heures.

Election du Secrétaire de séance :

- . Pour : 56
- . Elue à l'unanimité

Madame Laure FARGIER, désignée Secrétaire de séance, recueille le procès-verbal et procède à l'appel nominal.

Présents : Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, , Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration : Stéphanie BLANPIED, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents : Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Sarah EL ATMANI, Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Adoption de l'Ordre du Jour qui comporte 54 affaires :

- . Pour : 56
- . Adopté à l'unanimité

Approbation du Procès-verbal du lundi 29 mars 2010 :

- . Pour : 56
- . Adopté à l'unanimité

53 - Vœu en soutien à la mobilisation pour la libération d'Hervé GHEQUIERE et Stéphane TAPONIER, journalistes de France 3 otages en Afghanistan

Mme le Maire : Aujourd'hui, comme vous le savez, est la Journée internationale de la liberté de la presse. Je voudrais saluer la présence de Thierry TAPONIER, frère de Stéphane, qui est venu accompagné de sa fille Clara. De même, je salue la présence de Sophie PILLE et Nacéra BOURAGHEDA, qui sont toutes les deux membres du comité de soutien. Plusieurs d'entre nous se sont retrouvés, à l'occasion du centième jour de cette prise d'otage à l'Opéra Comédie. Ce jour-là, nous avons décidé qu'il fallait inscrire les noms d'Hervé et de Stéphane sur le fronton de l'Hôtel de Ville. À l'époque, nous ne savions pas qu'il s'agissait d'Hervé et de Stéphane. Trônaient seulement deux profils d'ombre chinoise. Il nous a été demandé de maintenir leur anonymat, lequel pouvait favoriser une libération plus rapide. Aujourd'hui, nous savons qu'il s'agit de Stéphane et d'Hervé.

Le propos est d'autant plus pertinent, en cette Journée internationale de la liberté de la presse, qu'il existe un projet de loi devant faire que le gouvernement les oblige, le jour où ils seraient libérés, à rembourser les frais liés aux opérations de secours à l'étranger encouragés par l'Etat. Dès le départ, quand ils avaient été accusés de légèreté ou, à tout le moins, de ne pas faire leur métier de journaliste, j'avais été profondément choquée, car la liberté de la presse passe par le professionnalisme d'hommes comme Hervé et Stéphane, qui n'hésitent pas à aller dans des pays en guerre. Ils n'hésitent pas à nous transmettre l'information, au risque de leur vie même. Comment ce projet de loi peut-il être aujourd'hui envisagé ? Si demain les journalistes ne sont pas libres d'exercer leur métier, nous ne saurons jamais ce qui se passe par delà les frontières.

Personnellement, je considère que Hervé et Stéphane sont de grands professionnels. Que certains aient pu se permettre de dire que Stéphane, votre frère, a été « léger » dans sa décision, me paraît très grave. Dans un pays comme le nôtre, nous avons la chance d'avoir des journalistes de grande qualité qui prennent ce risque pour qu'ici nous soyons au courant. Mais surtout, pour que les populations d'un pays comme l'Afghanistan, sachent que ce qu'il se passe dans leur pays est su à l'extérieur. Car quoi de plus désastreux qu'être enfermé dans un pays et se dire que personne ne sera informé des événements qui peuvent s'y passer parce que la presse n'est pas libre ?

Je vais donc vous lire ce vœu, car je considère qu'il est de notre devoir de faire comprendre au gouvernement qu'il doit *tout* faire pour parvenir à la libération de Hervé et Stéphane. Il ne s'agit malheureusement pas de la première fois que nous faisons face à une situation où les journalistes

sont pris en otage. Il ne s'agit pas de la première fois et certainement pas de la dernière. Si nous ne nous mobilisons pas dès lors qu'un journaliste est pris en otage, si nous ne nous battons pas pour la liberté de la presse, je considère notre responsabilité très lourde. « Liberté » est un mot magnifique : liberté de la presse, liberté de pensée, liberté de parole, liberté d'action, liberté de dire, liberté de faire. Voilà pourquoi je vais vous lire ce vœu :

Considérant que deux journalistes de France 3, Hervé GHESQUIERE et Stéphane TAPONIER, ainsi que leurs trois accompagnateurs afghans sont retenus en otage par les talibans quelque part en Afghanistan, depuis le 30 décembre 2009, et que cette situation n'a que trop duré ;

Que les familles des deux journalistes n'en peuvent plus d'attendre, ainsi que leurs proches, qu'il y a lieu d'entendre leur angoisse, de les soutenir dans ce moment difficile ;

Que leur situation tient au simple fait d'avoir exercé leur métier de journaliste, fait leur travail sur le terrain, et que c'est tout à leur honneur ainsi qu'à celui de leur profession d'avoir ainsi agi ;

Qu'il faut tout faire pour que le sort d'Hervé GHESQUIERE et Stéphane TAPONIER ne tombe pas dans l'oubli ;

Le Conseil municipal se prononce en soutien à la mobilisation en faveur de Hervé GHESQUIERE et Stéphane TAPONIER, ainsi que de leurs trois accompagnateurs,

Se félicite que la ville de Montpellier ait été la première en France à avoir ainsi pris position, soutenant les initiatives du Comité de soutien pour la libération de Stéphane et de Hervé, de Reporters sans frontières et du Club de la Presse en ce sens,

Demande solennellement au gouvernement français de tout mettre en œuvre pour permettre leur libération de tous les détenus au plus vite ; demande aux radios et télévisions publiques de diffuser régulièrement le décompte des jours de détention avec le rappel des noms des détenus.

Quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole au sujet de ce vœu ? Je le mets au vote.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Mme le Maire : De temps en temps, au sein d'une collectivité, quelle qu'elle soit, il est des moments où le fait d'être tous unanimes honore la République et la démocratie. Je vous en remercie.

Monsieur ROUMEGAS et Madame MIRAOUI sortent de la séance

1 - Maison Médicale de Garde à Montpellier - Présentation du projet

Mme le Maire : Voilà un dossier extrêmement important, en souffrance depuis un certain nombre d'années. Il correspond à une demande forte non seulement des patients putatifs et du corps médical libéral, mais aussi du service des urgences du centre hospitalier.

Christiane FOURTEAU : Des médecins généralistes regroupés en association (Montpellier Association de Permanence de Soins : MAPS) ont sollicité la Ville pour la création d'une Maison Médicale de Garde à Montpellier. Ce projet répond à une nécessité d'intérêt général : celle d'accueillir toutes les consultations médicales non programmées en dehors des heures classiques d'ouverture des cabinets médicaux soit : le week-end, les jours fériés et toute la semaine en soirée. Cet accueil permet en outre de désengorger les urgences hospitalières où les délais d'attente sont aujourd'hui souvent très longs, eu égard à un niveau de sollicitation élevé.

Après étude, il est proposé en réponse de mettre à disposition de cette association des locaux situés Rue des Tourterelles (à l'angle de l'Avenue de la Justice de Castelnau), ancienne annexe aux écoles Freud/Camoëns, indépendants de ces dernières et désormais inoccupés. Ces locaux nécessitent des travaux d'aménagement qui seront réalisés par la Direction Architecture et Immobilier de la Ville et qui consistent en un programme de 150 m² offrant deux salles de consultation, une salle d'attente, une salle de réunion ou de légères interventions médicales, 1 espace accueil/secrétariat et des sanitaires (cf. plan joint). Cette mise à disposition fera ultérieurement l'objet d'une convention de mise à disposition à titre gratuit entre la Ville et l'Association.

Le montant prévisionnel de ces travaux est estimé à 90 000 €. L'association des médecins est disposée à participer financièrement à l'aménagement des lieux dans le cadre du FAQSV (Fonds d'action pour la qualité des soins de ville). Le fonctionnement de cette Maison Médicale de Garde sera quant à lui assuré sans contribution particulière de la Ville.

La durée des travaux étant de 2 à 3 mois, l'ouverture pourrait avoir lieu en septembre 2010. Les horaires d'accueil du public, en parfaite complémentarité avec ceux des cabinets médicaux sont les suivants :

Du lundi au vendredi : 20 H – 24 H

Le samedi : 12 H – 24 H

Les dimanches et jours fériés : 8 H – 24 H

Mme le Maire : Comme vous l'avez vu, il s'agit d'un dossier important. Depuis un certain temps, le service des urgences de l'hôpital faisait face à un embouteillage. Le dimanche ou les jours fériés, en cas d'urgence, les cabinets étant fermés très souvent, les gens allaient en effet directement aux urgences. Il existait donc le besoin d'un lieu faisant la jonction entre le cabinet libéral de médecin installé en ville et le service des urgences du centre hospitalier.

Aujourd'hui, des médecins généralistes sont regroupés dans une association : Montpellier Association Permanence de Soins, dont est membre le Dr Mangin, qui est très connu. En effet, celui-ci a déjà beaucoup travaillé sur ce problème de l'urgence et de la continuité du soin. Nous avons surtout trouvé – et cela constituait un impératif – un lieu proche du centre hospitalier. Il s'agit d'un ancien groupe scolaire, qui avait servi à héberger le groupe des Calendrettes. Les Calendrettes ayant été relogées dans une autre école, ce groupe scolaire va servir de maison médicale de garde dans le quartier d'Aiguelongue. Cela signifie que si le médecin de garde juge que l'urgence qui se présente à lui dans la maison médicale concerne plus le CHU, les gens n'en seront éloignés que de quelques minutes.

Ce lieu a tout de même une superficie de 150 m². Il s'agit là d'un seul lieu. Mais, eu égard à la dimension géographique de Montpellier, il sera peut-être judicieux de réfléchir à la création de deux autres maisons médicales, également réparties sur l'ensemble de la ville. Il est aujourd'hui très important qu'existe cette maison médicale.

J'ignore si cela existe, mais je pense que l'association des médecins va réfléchir à un numéro

d'appel facile. Il importe que, très vite, les Montpelliérains sachent qu'en appelant tel numéro ils entrent en contact avec cette maison médicale de garde. Il s'agit d'une démarche qui sera faite progressivement. Les travaux vont durer trois mois. Donc cette maison médicale de garde sera ouverte à la rentrée 2010.

Francis VIGUÉ : J'ai un certain nombre de questions assez précises à poser. Comme vous le dites, il existe un besoin. Mais il existe aussi un financement important de la municipalité. Que les urgences soient saturées : c'est un état de fait. Il s'agit maintenant de déterminer comment développer un service public sur la ville de Montpellier.

Si je comprends bien, il s'agit d'une association de médecins généralistes qui s'installe. Sera donc pratiqué un paiement à l'acte. J'ignore comment cela va se passer, par exemple, le dimanche. Je souhaite savoir ce que cela implique au sujet du médecin référent. Quelle est la réalité juridique de cette structure ? Est-elle privée ou est-elle publique ? J'ai cru comprendre qu'il s'agissait d'une structure privée. Cela pose tout de même un problème, si tel est le cas. Pourquoi la ville, au lieu de développer un centre médico-social, un dispensaire ou une annexe de l'hôpital public, préfère mettre à la disposition de médecins privés un bâtiment ? Je n'ai rien contre les médecins privés, mais nous nous trouvons dans une situation où nous investissons 90 000 € et mettons gratuitement à disposition un bcal important (nous verrons tout à l'heure la convention). Cette démarche posera donc problème aux populations qui s'y rendent. Comment cela va-t-il se passer avec les médecins *privés* (donc hors du cadre du service public) ?

Je souhaite avoir réponse à ces questions. S'il ne s'agit pas de développer un service public de santé en lien avec l'hôpital, s'agit-il plutôt d'aller vers une démarche à l'anglaise (services d'urgence *low cost*) ? J'aimerais obtenir des précisions. Si nous ne nous inscrivons pas dans une démarche de service public, il me semblerait problématique de nous engager dans cette voie.

Jacques DOMERGUE : Il convient que nous ayons quelques explications, en effet. Vous savez que les maisons médicales sont prônées par le gouvernement actuel. Cela vise d'abord à délester les urgences, mais aussi à favoriser le travail en coopération des différents professionnels de santé. Vous avez sûrement connaissance du rapport Vallancien, qui a donné des précisions sur le cahier des charges qui devait régir ces maisons médicales.

Nous sommes ici dans un cadre particulier. Si j'ai bien compris, il s'agit d'une association de médecins qui vont participer à un tour de garde sur un lieu fixe, sur lequel la municipalité mettra à disposition des locaux. Je pense qu'il s'agit d'une très bonne chose. En effet, aujourd'hui, il n'existe pas de médecin de garde à Montpellier : en dehors des urgences et de SOS Médecins, aucun médecin ne prend de garde à Montpellier.

Cette offre nouvelle est une bonne chose pour les Montpelliérains. La question qui se pose est : pourquoi est-elle réservée exclusivement aux médecins et non pas à d'autres professionnels de santé ? En effet, si des activités médicales et paramédicales sont représentées, nous pouvons imaginer que, dans le cadre du rapprochement des professionnels de santé et de l'efficacité des soins, puissent s'y adjoindre également des infirmières ou d'autres structures de santé. Il me semble qu'il s'agit d'un début. À mon sens, cela est une bonne chose. Cela fonctionnera avec des médecins libéraux qui s'impliquent dans l'activité de garde, ce qui est très bon pour la population. Il faut donc féliciter la municipalité de venir en aide à cette association. Il s'agit d'une aide à une association médicale.

M. THINES : Il s'agit en effet d'une aide à une association médicale, *a fortiori* dans un quartier où depuis longtemps nous n'installons plus de services publics. Il faut en effet bien voir cela comme un service public, certes mis en œuvre par le privé, mais avec une mission de service public. Ils ouvriront en dehors des heures d'ouverture des médecins généralistes. Pour la population locale, il s'agit de quelque chose d'intéressant qui lui épargnera de parcourir tout Montpellier. En effet, quand un appel est passé à SOS Médecins, il faut compter 5 à 6 heures d'attente avant qu'ils n'interviennent. Nous savons qu'existe une poche de paupérisation à Aiguelongue, avec la cité Aiguelongue. Cela permettra aux personnes d'avoir à disposition des

médecins proches et ouverts jusqu'à minuit. Cela est un plus pour le quartier. Et je vous remercie, Mme le Maire, d'avoir accepté de l'instaurer ici.

Nous avons, en ce moment, l'habitude de voir se mettre en place des choses dans les quartiers dits « difficiles » ou « en difficulté ». Aiguelongue n'est, certes, pas un quartier en difficulté, mais il compte des poches de paupérisation. Le service de la médecine s'inscrit dans la continuité du service public – que nous le voulions ou pas.

Mme le Maire : M. VIGUIÉ, il s'agit d'un partenariat intelligent public-privé. En effet, la ville fournit uniquement l'investissement. Comme Mme FOURTEAU vous l'a expliqué, le reste concernant le fonctionnement est financé par un fonds d'action pour la qualité des soins de ville, qui ne concerne pas la Ville. Il existe réellement une demande. Vous m'avez parlé du paiement. Je suis persuadé que les médecins seront uniquement du secteur 1. Quant à savoir s'ils accepteront la CMU ? Bien évidemment qu'ils l'accepteront ! Cela constitue véritablement un partenariat au service des Montpelliérains. Voilà ce qui est important. Ils seront payés à l'acte, comme tout médecin généraliste. En tout cas, désormais, le dimanche et les jours fériés, de 8 heures du matin jusqu'à minuit, il existera une maison médicale ouverte pour accueillir les urgences.

Je peux vous dire que cela s'inscrit en parfaite complémentarité dans le temps – pas encore dans l'espace – entre un cabinet médical de ville qui ferme à une certaine heure et le service des urgences. Je peux vous dire que le service hospitalier demande depuis fort longtemps la création de cette maison médicale. Il existe une association d'une soixantaine de médecins motivés pour participer à cette maison médicale de garde. Il s'agissait d'une opportunité à ne pas laisser passer, dans l'intérêt des Montpelliérains et afin de les servir.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet pour la population, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de la mise en place d'une Maison Médicale de Garde à Montpellier,
- de prélever les crédits nécessaires à son aménagement sur le budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre : 1 (M.VIGUIÉ)

Abstention : /

Adopté à la majorité

Madame DELONCLE sort de la séance. Monsieur ROUMEGAS revient en séance.

2 - PREPARATION DE LA CARTE SCOLAIRE 2010 - 2011 Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques montpelliéraines. Avis de la Ville

Mme le Maire : Voilà encore un autre dossier important, qui revient tous les ans. Tous les ans, nous sont en effet annoncées des fermetures et des ouvertures de poste. Si nous considérons rapidement la chose, nous recensons six ouvertures en maternelle, huit en élémentaire et trois fermetures en élémentaire. Nous pourrions donc nous dire que cela est mieux que d'habitude. Au-delà des chiffres, M. GELY va vous faire comprendre que cela n'est malheureusement pas mieux et que nous avons besoin d'aller au-delà de ces 14 ouvertures de poste.

Jean-Louis GELY : Monsieur l'Inspecteur d'Académie informe la Ville que compte tenu des effectifs scolaires, et après avis du Comité Technique Paritaire Départemental (CTPD) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) réunis respectivement les 10 et 11 février 2010, il a été arrêté un ensemble de mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

LES OUVERTURES DE CLASSES

Ouverture de postes dans les écoles maternelles

Ecole Olympe de Gouges :	ouverture du 2 ^{ème} poste
Ecole Marguerite Yourcenar :	ouverture des 11 ^{ème} et 12 ^{ème} postes
Ecole Michel de l'Hospital :	ouverture du 5 ^{ème} poste
Ecole Goethe :	ouverture du 4 ^{ème} poste
Ecole Robert Surcouf :	ouverture du 6 ^{ème} poste

Soit l'ouverture de 6 postes

Ouverture de postes dans les écoles élémentaires

Ecole Marie Curie :	ouverture du 10 ^{ème} poste (confirmation de la mesure transitoire prise à la rentrée 2009)
Ecole Victor Schœlcher :	ouverture du 7 ^{ème} poste (élémentaire)
Ecole André Malraux :	ouverture des 3 ^{ème} , 4 ^{ème} et 5 ^{ème} postes (élémentaire) dont un poste par confirmation de la mesure transitoire prise à la rentrée 2009)
Ecole François Rabelais :	ouverture des 12 ^{ème} , 13 ^{ème} et 14 ^{ème} postes dont un poste par confirmation de la mesure transitoire prise à la rentrée 2009.

Soit l'ouverture de 8 postes dont 3 postes confirmés mis en place en septembre 2009.

LES FERMETURES DE CLASSES

Fermetures de poste dans les écoles maternelles :

Aucune fermeture prévue.

Fermeture de poste dans les écoles élémentaires

Ecole Charles Baudelaire :	fermeture du 7 ^{ème} poste par confirmation de la mesure transitoire prise à la rentrée 2009
Ecole Louis Armstrong :	fermeture du 12 ^{ème} poste
Ecole Paul Langevin :	fermeture du 5 ^{ème} poste

Soit la fermeture de 3 postes

FUSIONS D'ECOLLES :

Monsieur l'Inspecteur d'Académie informe la Ville qu'à compter de la rentrée 2010, la maternelle Desbordes-Valmore fusionnera avec l'élémentaire Churchill pour former une seule école primaire de 16 classes (6 classes maternelles, 9 classes élémentaires, 1 CLIS).

Depuis la rentrée 2009 ne sont plus mentionnées les ouvertures et fermetures conditionnelles qui peuvent être liées aux effectifs ou aux locaux disponibles. Les principes d'ouverture et de fermeture conditionnelle sont abandonnés par l'Inspection Académique qui décide désormais des ouvertures et fermetures définitives pour la prochaine rentrée scolaire.

En conséquence, la Ville a prévu la création de 6 postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de postes dans les écoles maternelles ainsi que la création de 5 postes d'agent d'entretien.

Nathalie GAUTIER MEDEIROS : Bonsoir. Je remercie Jean-Louis GELY de cette explication, qui nous éclaire et nous consterne aussi. Évidemment, notre groupe politique va voter favorablement cette délibération. Nous sommes en effet contre les suppressions et favorables aux ouvertures.

Toutefois, j'ai quelques questions. Ici, j'ai une double casquette : je suis conseillère municipale, mais aussi déléguée sur l'école Winston Churchill où, comme vous le constatez, a eu lieu une fusion. J'aimerais vous poser quelques questions, afin d'obtenir quelques éclaircissements sur celle-ci. En effet, la fusion école primaire/école maternelle va former un groupe scolaire de 16 classes, ce qui est énorme, avec un seul poste de directeur. La question qui m'a été posée, en tant que déléguée des parents d'élèves, et qui est restée malheureusement sans réponse est la suivante : la fusion de deux écoles avec un seul directeur ne cache-t-elle pas des suppressions supplémentaires de postes de directeurs ? Cela ne correspond-il pas à ce que développe actuellement le gouvernement, à savoir la remise en cause de la spécificité de l'école maternelle, qui pourrait justement être menacée par une telle fusion ? Je ne sais pas si la fusion de ce groupe scolaire en fera peut-être un modèle – bien que j'en doute – en tant que groupe scolaire le plus important du département. J'aimerais donc savoir quelle est votre position par rapport à ce genre de fusion.

Un autre aspect que vous avez soulevé concerne les fermetures et ouvertures conditionnelles. Les informations à ce sujet ne seront plus communiquées aux écoles ni à la municipalité ni aux parents d'élèves. Ces derniers, comme vous le savez, sont souvent très combatifs pour empêcher ces suppressions de classe. Sans une information au préalable, cela casse toute mobilisation possible de parents d'élèves. À ce propos, je tiens à soutenir l'ensemble des enseignants et des parents d'élèves qui continuent à empêcher la suppression d'une classe de 6^e au collège de la Croix d'Argent.

Enfin, j'espère que la municipalité a les compétences pour la gestion de la carte scolaire et répondra vraiment à une logique de mixité sociale, plutôt que de répondre aux demandes plus particulières et personnelles de certains électeurs. Je vous remercie.

Christophe MORALES : Je voulais mettre à profit le débat sur l'école pour rappeler – et Mme MEDEIROS l'a évoqué rapidement – le combat que mènent actuellement les parents d'élèves, l'équipe pédagogique, et l'administration du collège la Croix d'Argent. Ils observent que la menace de la suppression de plus de 46 heures d'enseignement mettrait en cause une sixième et un poste d'enseignement d'anglais. Ce collège a fait l'objet d'une réhabilitation complète. Nous avons inauguré les locaux voilà 4 ans. Il pâtissait d'une réputation moyenne, mais a regagné la confiance des parents. Il s'agit d'un collège qui se redresse grâce à une équipe pédagogique qui a

fait des efforts considérables. Ce nouveau coup porté par le rectorat risque de faire régresser tous les acquis de ce collège.

Je me suis rendu au rectorat avec les parents d'élèves et l'équipe pédagogique, en tant que conseiller général. Nous n'avons pas été reçus. Même si le lendemain une représentation départementale a été reçue, le cas n'a pas été purgé. Je voulais signaler mon soutien à ce collège. Il fournit l'exemple d'une équipe de parents d'élèves soudés, qui veulent lutter dans un domaine sensible des collèges. Et je regrette qu'il n'ait pas eu lieu de prise de position.

Le collège est encore occupé. Il l'a été depuis lundi. Il le sera encore, je pense, jusqu'à jeudi. Les parents sont très déterminés. Avec mon collègue Hervé MARTIN, au dernier conseil d'établissement, vendredi soir, nous avons voté unanimement un vœu pour soutenir le combat des parents et des enseignants.

M. VIGUÉ : Mon intervention va dans le même sens que les interventions précédentes. Le vote de ce vœu ne pose pas de problème. Je me souviens avoir fait l'an dernier à peu près la même intervention, puisque nous avons à voter une délibération du même type. Il me semble qu'il serait judicieux qu'existe une formulation avec un engagement de la part du conseil municipal à soutenir les manifestations et mobilisations des parents et des enseignants contre les fermetures de classe.

J'ai par ailleurs une question. J'ignore si M. GELY peut y répondre. Il me semble important, en cas de fermeture, que nous connaissions le taux d'encadrement, c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'élèves et le nombre d'enseignants. En effet, il nous est parfois dit que le rapport est sensiblement inférieur... Mais la réalité est autre, qui consiste à déterminer où en est le taux d'encadrement et s'il existe ou pas une justification à ces fermetures de classe. Très souvent, le refus de fermeture de classe est l'occasion d'améliorer les conditions du service public scolaire.

Jacques DOMERGUE : Mme le Maire, je pense qu'il faut un peu de cohérence. Il n'est pas possible d'être favorable aux ouvertures de classe, qui ont lieu chaque fois qu'arrivent des élèves supplémentaires, et être contre des fermetures de classe. En effet, les populations varient et le nombre d'enfants également. Le rectorat ne procède pas à des fermetures pour embêter le monde. Il fait au mieux. Je pensais que, dans ce point n°2, il existait une bonne complémentarité – voire complicité – entre la Ville et le Rectorat, pour faire en sorte que nous nous mettions d'accord pour ouvrir des classes quand il arrive plus d'enfants et en fermer quand il en arrive moins.

Il nous est proposé d'émettre un avis favorable aux ouvertures et défavorable aux fermetures. Cela signifie qu'il existe, à ce sujet, une défiance vis-à-vis du Rectorat ou de l'Inspection d'académie. Ou bien nous faisons confiance à l'Inspection d'académie et cela se fait en bonne intelligence avec la municipalité, ce qui est dans l'intérêt de tous. Ou bien nous ne faisons pas confiance et il n'est pas possible de voter pour ce point n°2. Je ne comprends pas les arguments qui ont été développés et qui, de surcroît, ont dévié de façon démagogique au sujet du collège de la Croix d'Argent. Nous nous abstiendrons donc, quant à nous, sur ce point.

Philippe SAUREL : Mme le Maire, je ne comprends pas du tout la réflexion de M. DOMERGUE. En effet, politiquement, il est possible d'être favorable à la création de nouvelles classes et défavorable à la fermeture d'autres classes. Il s'agit d'une position politique et non pas administrative. Il s'agit d'une position qui consiste à conserver, valoriser les classes qui sont créées et la vitalité de certains quartiers et à déplorer que certaines classes ferment. En effet, souvent – et cela n'a pas été dit dans le débat et cela dépend souvent des inspecteurs de secteur –, une grande partie des classes est maintenue, même si à la marge l'effectif affleure avec le seuil parce qu'il existe des difficultés sociales dans certains quartiers. Cela a été le cas à Aiguelongue à plusieurs reprises. Cela a été le cas à la Paillade aussi.

Notre position politique acte notre opposition à la fermeture de certaines classes, alors que certaines pourraient être sauvées dans certaines conditions, et notre approbation à la création de nouvelles classes. Je ne vois pas pourquoi s'en émouvoir.

Hervé MARTIN: Il ne faut pas oublier que lorsqu'adviennent des fermetures, cela se traduit systématiquement par des augmentations d'effectifs dans les autres classes, en raison d'effets de seuil. À partir d'un certain seuil, a lieu une fermeture. Logiquement, les autres classes voient alors leurs effectifs augmenter. Il nous a souvent été opposé que les pédagogies mises en place ne dépendent pas de l'effectif des classes. Cela atteste une méconnaissance extraordinaire du métier d'enseignant, d'une part.

Par ailleurs, l'an prochain, va s'ouvrir à Montpellier un lycée dit « d'excellence ». Je suis émerveillé d'observer que les revendications portées par les enseignants depuis des années sont, pour certaines d'entre elles, enfin entendues. En effet, dans cet établissement, il se dit qu'il conviendra de ne pas dépasser le seuil d'une vingtaine d'élèves par classe. Aux revendications tenues par des enseignants depuis des années, l'Académie (à laquelle je suis censé faire confiance, comme cela a été dit tout à l'heure) répond systématiquement : « non, la pédagogie ne dépend pas de l'effectif ». Or, nous voyons que lorsqu'il s'agit d'aider un certain nombre d'élèves, comme par hasard, les moyens nécessaires sont alors impartis. Nous savons très bien que dans une classe avec vingt élèves, nous ne mettons pas en place la même pédagogie que dans des classes de 30, 35 élèves, voire davantage.

Comment se fait-il que des revendications qui ne sont jamais acceptées, sont entendues lorsqu'il s'agit de faire les choses correctement ? Effectivement, à Montpellier, concernant les écoles, je serais disposé à faire confiance à l'Académie qui a, cette année, enfin écouté les revendications des enseignants sur un seul établissement. J'espère que les revendications que l'Académie a su entendre pour fonder le lycée d'excellence, sauront être entendues aussi pour maintenir de bonnes conditions de travail au collège de la Croix d'Argent.

Mme le Maire : M. MARTIN, votre intervention me semble parler de bon sens. Effectivement, je pense que nous devrions pouvoir évoluer dans ce sens – et non pas dans le sens de restrictions de moyens. Je crois que l'éducation mérite que lui soient donnés les moyens de former nos futurs citoyens. M. GELY, je vous laisse conclure, en tant que rapporteur.

Jean-Louis GELY : Je vais mettre en relation la deuxième partie de l'intervention de Nathalie GAUTIER MEDEIROS et les interventions de mes collègues SAUREL et MARTIN. Effectivement, l'internat d'excellence montre, comme le dit Hervé MARTIN, à quel point il existe une relation entre les effectifs, le taux d'encadrement, le caractère « ramassé » des classes, le suivi le plus fin possible – en particulier lorsqu'il s'agit des élèves confrontés à des difficultés et souhaitant progresser, dans un contexte propice. Il s'agit de ne pas paupériser davantage encore les établissements de droit commun, en particulier dans des quartiers qui connaissent des difficultés.

Voilà pourquoi, comme l'a très bien dit Philippe SAUREL, je n'ai pas de scrupules à proposer un vote contre les propositions de fermeture qui nous sont faites. Même si ont eu lieu des déperditions d'élèves qui pourraient numériquement justifier une diminution du nombre de poste, il existe des nécessités particulières justifiant que nous maintenions une force de frappe sur le plan de l'enseignement et de la pédagogie. Surtout, il s'agit de faire en sorte que ces établissements ne soient pas stigmatisés comme étant en échec, en perdition, en désespérance, qui risqueraient alors de s'affaisser sur eux-mêmes. Il faut maintenir ces établissements. Il faut peut-être leur donner des moyens supplémentaires. Je préfère donner des moyens supplémentaires dans le droit commun, plutôt que par un émiettement de dispositifs, d'aides particulières, personnalisées : une demi-heure par-ci, un quart d'heure par-là. Voilà pourquoi il faut reconsidérer complètement les choses, en soulignant en particulier les nécessités existant dans les établissements en zone d'éducation prioritaire.

La carte scolaire peut beaucoup, mais elle ne peut pas tout. Heureusement que la carte scolaire existe. Dois-je vous rappeler dans quel état se trouve aujourd'hui le collège Las Cazes (qui accueille aujourd'hui 300 à 350 élèves), avec la disparition de la carte scolaire et l'émiettement de nos populations sur toute une série d'autres établissements ? La carte scolaire est un outil permettant de limiter cet impact. D'ailleurs, je m'efforce de faire en sorte que les établissements,

dans les quartiers les plus difficiles, ne connaissent pas l'hémorragie. Je m'y efforce en surveillant de près, en particulier, les demandes de dérogation, dans cadre d'une commission constituée de représentants de la commune, de l'Inspection académique, ainsi que des syndicats d'enseignants et des fédérations de parents d'élèves.

Je souhaite également évoquer la paupérisation de postes dans d'autres secteurs que celui du droit commun. En effet, les postes ne concernent pas que les classes ; il est question aussi de postes spécialisés. De manière générale, nous savons l'état dans lequel se trouvent les réseaux d'assistance spécialisée aux enfants en difficulté (RASED), puisque nous ne créons plus de poste et laissons ce dispositif dans une certaine déperdition. En effet, lorsque les enseignants ou éducateurs intégrés dans ce dispositif le quittent – parce qu'ils partent en retraite ou ne redemandent pas le poste –, ce poste n'est pas remplacé.

Je pourrais parler aussi des 7 ou 8 postes que nous avons identifiés et qui seront supprimés cette année, postes d'animateur, en particulier dans les zones d'éducation prioritaire : à Boullouche, à Bolivar, à Dickens, à Diderot, à Heidelberg ou à Senghor. Il ne s'agit que d'établissements en zone d'éducation prioritaire.

Enfin, je conclus après avoir répondu chronologiquement aux interventions qui ont été faites, en répondant à la première question, posée par Nathalie GAUTIER-MEDEIROS sur les regroupements d'écoles. Churchill n'est pas le seul exemple. Pour les nouveaux groupes scolaires, il est demandé par l'Académie de ne prévoir des moyens que pour un seul directeur. Tel est le cas, notamment pour Malraux ; et tel sera le cas, dans 3 ans, pour le groupe scolaire Les Grisettes. Cela existe déjà dans une autre école : l'école Schoelcher et Lily Boulanger dans le quartier Paul Valéry. Les questions qu'a posées Nathalie MEDEIROS sont tout à fait pertinentes. Nous voyons les débats qu'il nous faudra tenir.

Nous pouvons évidemment interroger le positionnement des écoles maternelles dans ce nouvel ensemble. Je comprends aussi la question qu'elle pose par rapport à une rationalisation, qui pourrait se traduire par des diminutions du nombre de postes. D'un autre côté, cela permet aussi aux directeurs d'école de disposer de plus de temps de décharge. Bien évidemment, au centre de dispositif, est le débat sur le support de l'organisation des écoles primaires et, en particulier, dans les établissements publics d'enseignement primaire. Il s'agit d'un vieux projet gouvernemental, consistant à autonomiser et presque à fournir les éléments d'une mise en concurrence entre groupes scolaires dans les quartiers. Il s'agit d'une chose évidemment inacceptable.

Pour autant, il faut mettre en avant les nécessités de coopération éducative à l'intérieur des groupes scolaires et entre les groupes scolaires eux-mêmes. Cela constitue un vrai débat politique sur l'avenir de l'école primaire dans notre pays, qu'il s'agira d'ouvrir et que nous aurons sans doute l'occasion de porter dans le cadre des futures Assises de la réussite éducative. Nous allons les organiser avec Mme le Maire et le Conseil municipal à partir de la rentrée scolaire prochaine – nous y reviendrons.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'émettre un avis favorable aux 14 ouvertures de classes dont 3 déjà ouvertes en septembre 2009,
- d'émettre un avis défavorable aux 3 fermetures de classes,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 49

Contre : /

Abstention : 5 (UMP)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Monsieur Jacques MARTIN sort de la séance. Madame MIRAOUI revient en séance.

3 - Création du marché MALBOSC - Square St Fiacre

Marc DUFOUR : La Ville souhaite créer des marchés de plein air dans des quartiers à forte densité qui ne sont pas encore dotés d'une structure d'approvisionnement. A la demande du Comité de quartier Malbosc et de nombreux habitants, il a été demandé au service d'étudier la possibilité de création d'un marché notamment dans le secteur alimentaire.

Plusieurs visites sur site ont eu lieu sur place avec l' élu du quartier, le comité de quartier, et le service des affaires commerciales afin de définir l'emplacement le plus approprié.

Le site le plus approprié et proposé est le Square St Fiacre, coté Avenue de Fes (voir plan de situation joint). Lors de la Commission Municipale des Halles et Marchés réunie le vendredi 9 avril 2010, les membres de la Commission ont émis un avis favorable à l'ouverture d'un marché dans ce quartier et ont validé le principe d'un marché le mercredi de 8 h à 13 heures.

Huit commerçants pourraient être accueillis sur le site. A ce jour, le service des affaires commerciales a réceptionné une vingtaine de candidatures pour ce marché, ce qui permettra une diversité des produits proposés.

L'ouverture du marché Malbosc est prévue début juin 2010.

L'arrêté réglementant ce marché précisera les prescriptions concernant les horaires, les conditions de stationnement, l'esthétique de l'étal, des parasols et les conditions d'élimination des déchets : une attention toute particulière sera portée sur l'esthétique et la qualité des matériels utilisés par les commerçants ainsi que leur homogénéité sur l'ensemble de ce nouveau marché.

Nathalie GAUTIER MEDEIROS : Évidemment, nous ne pouvons que nous réjouir de la création de marché de plein air. Il s'agit toujours d'un point de plus contre la grande distribution. Ceci dit, j'aimerais savoir si, dans le cahier des charges que vous établissez avec les commerçants, vous avez une vraie volonté politique pour donner la priorité aux circuits courts et aux producteurs locaux. Si tel est le cas, avez-vous fixé un pourcentage et, le cas échéant, quel est-il ? J'allais oublier de mentionner le bio.

Philippe THINES : Les habitants de Malbosc se félicitent que la création de ce marché soit discutée lors de ce conseil municipal. Certaines mauvaises langues faisaient en effet courir le bruit qu'il s'agissait d'un serpent de mer et que ce dossier n'aboutirait jamais. Il faut que certaines personnes malveillantes comprennent qu'il existe une étude à faire et que cela ne saurait se mettre en place du jour au lendemain. Il faut considérer le nombre de commerçants, les jours... Une enquête a été menée par le comité de quartier, pour déterminer quel était le jour idéal, etc.

Les gens de Malbosc sont extrêmement satisfaits de l'implantation de ce marché et remercient la municipalité d'avoir été très rapide pour l'implantation de ce marché. Je peux en effet vous dire que les choses ne sont pas toujours aisées et ne se passent pas toujours ainsi. Ils sont très heureux de ces implantations. Je voulais le souligner. Ils félicitent la municipalité du choix d'implantation et du travail qui a été fait.

Marc DUFOUR : Je vais répondre à Mme MEDEIROS. Remerciement pour remerciement, je tiens à dire que cela se passe bien actuellement parce que les élus s'impliquent. Je le dis aussi bien pour Annie BENEZECH que pour Perla DANAN et Philippe THINES. Ils ont réuni leurs associations de quartier et de commerçants, de manière à ce que ne s'engage pas une concurrence. Je n'ai qu'à me réjouir. J'aime les marchés : je trouve qu'il s'agit d'un bon moyen à

la fois de créer du lien social, de revitaliser des quartiers et de lutter contre d'autres systèmes de distribution, moins personnels et plus éloignés de l'esprit que la Ville souhaite initier.

Le développement des circuits courts s'inscrit dans cette volonté. La difficulté que nous rencontrons souvent, lorsque nous sommes formulées des demandes, consiste à connaître les sources d'approvisionnement des commerçants, qui sont souvent des revendeurs et non des producteurs. Nous avons des marchés de producteurs, mais cela n'est pas systématiquement le cas. La priorité a été donnée aux producteurs pouvant venir vendre leurs produits. La deuxième condition, quand il s'agit de revendeurs, est qu'ils puissent justifier de s'approvisionner dans le département. Voilà ce sur quoi travaillent les affaires commerciales. Il existe un comité de sélection, d'abord en groupe de travail, puis en commission. L'ensemble des dossiers est examiné par l'ensemble des élus concernés, avec si possible, les réponses aux questions que vous vous posez.

Sachez que ce choix ressort d'une volonté. Votre demande est tout à fait légitime et s'inscrit dans ce que la ville souhaite faire : privilégier les circuits courts et favoriser ce type d'approvisionnement dans les quartiers.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette création de marché de plein air.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Messieurs Hervé MARTIN, THINES et TSITSONIS sortent de la séance.
Madame DELONCLE revient en séance.

4 - Programme Opérationnel "Compétitivité Régionale et emploi 2007-2013" Fonds Européen de Développement Régional FEDER Languedoc Roussillon - Approbation

Max LEVITA : La Ville de Montpellier a participé, dans le cadre du Programme Opérationnel "Compétitivité Régionale et emploi 2007 – 2013", à l'appel à projets "Développement Urbain – Axe III/Mesure 4".

Cette mesure a pour objectif de favoriser l'émergence de projets intégrés et durables, visant l'inclusion économique et sociale des quartiers sensibles en cohérence avec le développement globale de l'aire urbaine.

Aussi, afin de répondre aux enjeux présents aujourd'hui sur la Ville de Montpellier (offre en logement social, amélioration du cadre de vie, mixité sociale dans les quartiers) et de s'engager plus encore dans une stratégie globale de développement, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont présenté un dossier de candidature relatif au projet de développement social et durable du Cœur d'Agglomération visant à accentuer leur intervention commune autour de trois axes majeurs :

- axe n°1 : renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs,
- axe n°2 : développer l'attractivité économique du territoire en favorisant l'innovation et la création d'entreprises,
- axe n°3 : lever les freins à l'emploi notamment en développant l'accès aux services.

Ce projet de développement social et urbain a la particularité de comprendre des territoires à forte attractivité et aux potentialités de développement économique très importantes (Euromédecine, Parc 2000 Extension, Garosud Extension) et des territoires non éloignés qui concentrent des populations rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle (Mosson, Petit Bard – Pergola, Cévennes, Gély – Figuerolles, Gambetta, Nord Ecusson, Paul Valéry, Pas du Loup, Tournezy et Saint Martin). Ces territoires sont reliés entre eux par la ligne 3 de tramway agissant comme un véritable "axe de mobilité sociale".

Le dispositif global défini permet de réaliser des actions dans un souci d'égalité des chances qui visent à concilier vie professionnelle, vie personnelle et vie familiale, autrement dit, faciliter l'articulation des différents temps de vie sur le territoire. Cette volonté a pour objectif de faciliter l'organisation de la vie quotidienne et favoriser l'accès à l'emploi par le développement des services associés.

Dans un souci de promotion du développement durable, et afin d'assurer cette stratégie de développement territorial favorisant la mixité sociale et le décroisement, le projet s'appuie sur un déploiement cohérent des transports urbains propres visant à rendre accessibles à toutes les composantes de la population les zones d'activités économiques, les équipements et les infrastructures du territoire, le développement des pistes cyclables et l'accessibilité à l'espace public des personnes à mobilité réduite.

Le dossier présenté dans le cadre de cet appel à projets fait état d'un tableau de financement définissant des maîtrises d'ouvrage et un niveau de participation du FEDER. Ainsi, le coût total hors taxes des dépenses pour l'ensemble des opérations, toutes maîtrises d'ouvrages confondues, s'élève à 33 622 440 € HT. Le coût total des dépenses éligibles au titre du Fonds Européen de Développement Régional s'élève quant à lui à 19 958 400 € HT. Le montant de la subvention attendue s'élève à 5 250 500 €.

Nathalie GAUTIER MEDEIROS : Décidément, je vais me réjouir à chacune de vos délibérations ce soir ! Je me réjouis en effet du programme opérationnel de l'Europe, qui va favoriser la promotion du développement durable et, enfin, le développement des pistes cyclables. M. FLEURENCE, puisque vous êtes l'Adjoint ou, du moins, supervisez les pistes cyclables, je voudrais poser quelques questions. Je n'ai pas pris part au mandat précédent, mais j'indique que ce sont les Verts qui ont piloté la création d'un schéma directeur des pistes cyclables. Vous l'avez oublié ; du moins, vous en parlez beaucoup, mais agissez très peu. Rassurez-moi et dites-moi que ce fonds européen servira vraiment à mettre en place beaucoup plus de pistes cyclables.

Je ne parle pas seulement en tant que conseillère municipale, mais en tant que *survivante* cycliste, qui utilise chaque jour l'avenue de Toulouse, qui est un vrai danger pour les cyclistes. Mais je m'accroche. J'emprunte les trottoirs de temps en temps. Je suis toujours étonnée qu'il ne se passe rien sur cette avenue de Toulouse, qui dessert plusieurs lycées, dont le lycée qui débouche sur l'avenue Clemenceau.

Francis VIGUÉ : L'Agglomération et la Ville de Montpellier sont, pour l'instant, en retard sur la question des transports. Vous développez un projet qui insiste sur la question des transports pour développer l'emploi. Un maillage des transports devrait permettre de développer la ville. Il s'agit là d'un débat à part entière. Mais les choses pèchent – et je ne vois rien venir, en l'espèce

de l'Agglomération ni de la Mairie de Montpellier – sur la question du prix. Vouloir développer les transports, des alternatives, cela passe par le fait de donner à la population les moyens de faire ce que vous semblez souhaiter : une irrigation totale.

Certains d'entre vous ici présents, sont également membres du Conseil général. J'observe les campagnes pour le bus à 1 € ; j'observe que la Ville de Béziers modifie les prix. Je vois M. FRECHE qui, lors de sa campagne régionale, sort des règles strictes du marché, et qui propose le TER à 1 €. Il semble qu'il existe un projet ambitieux, mettant au cœur la question des transports dans une ville et une agglomération qui connaissent de longue date le problème des transports. Vous savez que nous sommes favorables à la gratuité. Nous ne voyons pas de signe donné indiquant l'application à Montpellier de ce que font d'autres villes et collègues du même bord politique que la majorité.

Je constate qu'aujourd'hui les transports pèsent dans les dépenses des ménages. Développer et faire le choix, en termes de développement durable, d'un maillage réel de tramways, de bus, de minibus et de parkings gratuits à l'entrée des villes : tel est l'objectif. Or, nous restons sur notre faim. Si nous mettons les transports au cœur de nos préoccupations, s'il s'agit d'un choix politique majeur, il faut se donner les moyens de l'appliquer et faire en sorte qu'il devienne une alternative à la voiture pour chaque habitant. J'attendrai encore un signe de l'Agglomération ou de la majorité de la ville de Montpellier au sujet du prix des billets.

Serge FLEURENCE : Je laisserai M. LEVITA répondre au sujet de sa délibération. Puisque je suis interpellé directement sur les pistes cyclables et les transports, j'interviens. Objectivement, pour dire qu'à Montpellier nous sommes en retard en matière de transports, il faut de la mauvaise foi ! Quand nous considérons le nombre de passagers utilisant tous les jours les transports en commun, croyez bien que peu de villes en France peuvent afficher le bilan de l'agglomération et de la ville de Montpellier en la matière. Et nous n'avons pas fini. La quatrième ligne est déjà dans les cartons et la cinquième est dans les têtes. Faites-moi confiance : en matière de transports en commun, Montpellier n'est pas une ville en retard.

Concernant les pistes cyclables, mes chers collègues Verts, quand vous faisiez partie de la majorité, vous aviez réfléchi au schéma directeur de pistes cyclables que vous n'aviez pas eu le temps de le finir – dommage. Je l'ai pris en route, je l'ai poursuivi et l'accélère. Si vous pointez la seule avenue où nous ne sommes pas encore intervenus, je vous invite à circuler à vélo sur les avenues où nous sommes beaucoup intervenu.

J'étais sur le marché paysan dimanche. J'ai rencontré des gens me signalant qu'ils étaient venus à vélo depuis Boutonnet. Par ailleurs, nous poursuivons nos travaux. Je vous ai signalé que tout le long de la ligne 3 du tramway, de Juvignac jusqu'à Pérols, s'étirera une piste cyclable. Vous avez raison de nous alerter – cela est votre travail –, mais ne nous dites pas que nous ne faisons rien sur les pistes cyclables.

Max LEVITA : Je peux dire à Mme MEDEIROS que dans le plan de financement prévisionnel qui a été proposé, la ville de Montpellier propose un schéma directeur à hauteur de 1,5 M€. Sur cette somme, la subvention FEDER sera de 450 000 €. Reste à la charge de la ville, 1,05 M€.

Philippe SAUREL : J'apporte un élément complémentaire à Mme MEDEIROS, concernant l'avenue de Toulouse. À un précédent conseil municipal, nous avons voté un périmètre d'étude, qui se situe du côté gauche en descendant de la ville, et qui a pour but d'acquérir peu à peu l'ensemble des terrains pour élargir la route de Toulouse et désenclaver le parc de l'EAI, qui se trouve derrière. Dire que nous ne faisons rien, en termes de prospective, sur la route de Toulouse est un peu douteux.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver le dossier présenté par la Ville de Montpellier au titre du Programme Opérationnel "Compétitivité Régionale et emploi 2007 – 2013" et notamment l'indication des maitrises d'ouvrage et la subvention attendue du FEDER.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : 1 (M.VIGUIE)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

5 - Accession aidée à la propriété Mise en œuvre du dispositif "Prêt PASS-FONCIER"

Philippe SAUREL : La Ville de Montpellier souhaite renforcer sa politique de soutien à l'accession sociale à la propriété qui permet :

- de développer une offre accessible pour des ménages qui ne trouvent pas de produits adaptés à leurs ressources sur le territoire de la Ville de Montpellier,
- de favoriser les parcours résidentiels positifs en proposant une offre diversifiée, notamment pour des ménages sortant du parc locatif social
- de libérer des logements locatifs.

Il est ainsi proposé de compléter les dispositifs d'aide à l'accession déjà existants sur le territoire de la Ville de Montpellier par la mise en place du dispositif d'aide à la personne "Prêt PASS-FONCIER". En effet, dans le cadre d'un projet d'accession à la propriété, les aides complémentaires peuvent représenter un réel effet de levier sur la solvabilité des accédants et contribuer à la diminution de leur niveau d'endettement (diminution des mensualités de remboursement d'emprunt). C'est pourquoi, dans le cadre de sa politique de l'habitat et afin de pouvoir assurer la promotion d'un parcours résidentiel urbain positif, la Ville de Montpellier s'engage à relancer l'accession à la propriété des ménages à revenus modestes par l'attribution d'une aide. Cette aide de la Ville déclenche le dispositif "Prêt PASS-FONCIER" porté par les organismes gestionnaires du 1% logement au titre des opérations dites « accédants ».

Les principes du " Prêt PASS-FONCIER "

Le dispositif redéfini par la loi Mobilisation pour le logement et Lutte contre les exclusions (MOLLE) concerne notamment le logement collectif et permet de solvabiliser les ménages par un taux de TVA à 5.5%, le doublement du Prêt à taux zéro et le différé de remboursement d'une partie du prêt.

Le "Prêt PASS-FONCIER" pour le logement collectif est donc un prêt avec différé de remboursement. Ce différé d'amortissement est égal à la durée du prêt principal le plus long dans la limite de 25 ans. L'amortissement au-delà de cette première période sera sur une durée de 10 ans maximum au taux de 4,5 %. L'accédant prend en charge le solde du prix de l'opération grâce notamment à un financement bancaire dans les conditions classiques.

Le "Prêt PASS-FONCIER" est conditionné par l'octroi d'une subvention d'une collectivité territoriale : cette subvention varie, selon la taille des ménages, entre 3000€ pour un ménage de une à trois personnes et 4000€ pour un ménage de quatre personnes et plus.

Enfin, ce dispositif inclut un mécanisme de sécurisation comprenant une garantie de rachat et de relogement lorsque l'accédant est confronté à des difficultés particulières liées à des accidents de la vie.

Le "Prêt PASS-FONCIER" est octroyé par les CIL (collecteurs du 1%) qui assurent la prise en charge du différé de remboursement.

Ce dispositif est applicable jusqu'au 31 décembre 2010. En cas de reconduction de ce dispositif par l'Etat, la Ville envisagera sa prolongation.

Mise en œuvre du dispositif et partenariat

Dans ce cadre, il est proposé la signature d'une convention partenariale, jointe à la présente délibération, avec le CIL UNICIL sur les conditions d'instruction et de validation des dossiers, la délivrance du "Prêt PASS-FONCIER" étant de leur ressort.

Cet organisme a pour mission :

- d'expertiser la faisabilité des projets d'accession,
- de réaliser le montage, l'examen et la sélection des dossiers éligibles à l'aide des collectivités,
- de transmettre à la Ville de Montpellier tous les éléments prouvant l'éligibilité des ménages,
- d'assurer le suivi personnalisé de l'accédant tout au long de l'accession et notamment en cas de difficulté.

La Ville de Montpellier :

- attribuera les aides aux ménages,
- développera la communication nécessaire,

Conditions d'éligibilité

Le "Prêt PASS-FONCIER" est ouvert aux ménages sous certaines conditions :

- être primo accédant de sa résidence principale,
- respecter les plafonds de ressources du PSLA (Prêt Social Locatif Aidé),
- bénéficier de la subvention d'une collectivité publique (qui varie selon la composition du ménage)

L'offre en logements neufs éligibles à une subvention de la Ville de Montpellier devra respecter les critères suivants :

- Les programmes bénéficiant du "Prêt PASS-FONCIER" seront réalisés par des promoteurs privés,
- Le prix de vente maximum est fixée par l'article 52 de la loi "Mobilisation pour le Logement et Lutte contre les Exclusions" (2637€ TTC/m² de surface utile au 1^{er} janvier 2010). Pour chaque logement une place de parking sera attribuée.
- En matière de performance énergétique, les programmes devront répondre à minima au niveau THPE (Très Haute Performance Energétique),
- Les programmes devront être situés dans les Zones d'Aménagement Concerté concédées par la Ville de Montpellier et feront l'objet d'une délibération spécifique.

Objectifs de réalisation

La Ville de Montpellier envisage d'octroyer annuellement un maximum de 150 "Prêt PASS-FONCIER", le montant maximum des subventions annuelles est estimé à 500.000€.

Jacques DOMERGUE : J'aimerais que M. SAUREL nous éclaire. Si j'ai bien compris, il s'agit d'un système d'aide à l'accès à la propriété, qui est cumulable avec le prêt à taux zéro, pour des sommes faibles (3 000 à 4 000€). La somme globale que la ville souhaite mettre à disposition est de 500 000 € pour les 150 contrats... Ai-je bien compris ?

Philippe SAUREL : Non. L'obtention du « Prêt Pass Foncier » est conditionnée par l'octroi de cette subvention. Pour les ménages de deux et trois personnes, la subvention est de 3 000 € annuels ; pour ceux de quatre personnes, elle est de 4 000 €.

Jacques DOMERGUE : L'obtention de cette subvention ouvre l'accès à un prêt à taux préférentiel.

Philippe SAUREL : Exactement.

En conséquence, il est proposé :

- d'engager une politique d'accession sociale à la propriété à travers le dispositif "Prêt PASS-FONCIER",
- d'approuver une convention partenariale, jointe à la présente délibération, avec le CIL UNICIL pour la mise en œuvre de ce dispositif,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

6 - ZAC PIERRES VIVES Avis de la Ville sur le programme des équipements publics

Philippe SAUREL : L'aménagement du nouveau quartier Pierres Vives va permettre de poursuivre le décroisement du quartier de la Mosson en lien avec l'ambitieux Projet de Rénovation Urbaine de la Ville de Montpellier. Il contribuera à compléter et diversifier l'offre actuelle de logements sur la Mosson par la création d'environ 750 nouveaux logements. Ce projet de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC Pierres Vives), d'une superficie de 10 hectares, prévoit également :

- la création d'une relation forte avec le quartier voisin de la Mosson par la réalisation d'une "couture urbaine" s'exprimant par la déviation de l'avenue de l'Europe ;
- l'aménagement d'une nouvelle place urbaine qui deviendra un véritable lieu de vie pour l'ensemble du quartier et renforcera l'attractivité équipements départementaux : la cité des savoirs et du sport ;
- la mise en valeur des espaces naturels du site, notamment ceux du Rieutord et de l'espace boisé classé ;
- la création de commerces de proximité, de services, de bureaux et d'équipements publics complémentaires.

La SPLA TERRITOIRE 34 est concessionnaire du Conseil Général de l'Hérault pour cette opération.

Le programme des équipements publics nécessaires au fonctionnement de cette ZAC, créée par arrêté Préfectoral n°2009/01/499 en date du 13 février 2009, définit l'ensemble des équipements nécessaires à l'aménagement de cette zone.

Conformément aux dispositions de l'article R.311-7 du Code de l'Urbanisme, la Ville doit donner son accord sur ce projet de programme des équipements publics de la ZAC Pierres Vives lorsque celui-ci comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités ou établissements publics. Le dossier doit comprendre les pièces faisant état de l'accord de ces personnes publiques sur le principe de la réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement.

Le projet des équipements publics de la ZAC Pierres Vives comporte des équipements destinés à être incorporés dans le domaine public de la Ville de Montpellier. La liste exhaustive de ces équipements est annexée à la présente délibération. Elle précise le type d'ouvrage, le financement, le document d'engagement (c'est-à-dire le dossier de réalisation comprenant le bilan prévisionnel et par ailleurs le traité de concession, la maîtrise d'ouvrage des équipements à réaliser et le futur gestionnaire de ces équipements).

Notons que l'ensemble des financements est pris en charge par l'aménageur avec la participation du Conseil Général de l'Hérault.

La Ville de Montpellier deviendra donc gestionnaire à terme :

- des voiries internes de la ZAC y compris le réseau d'éclairage public,
- du réseau pluvial et des espaces de rétention,
- des espaces publics.

Ces équipements seront remis à la Commune de Montpellier à l'occasion de la réception des ouvrages en sa présence ainsi qu'en la présence des représentants du Conseil Général de l'Hérault et de la SPLA TERRITOIRE 34.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver le projet de programme des équipements publics de la ZAC Pierres Vives tel qu'il a été transmis par le Conseil Général de l'Hérault et tel qu'il est annexé à la présente délibération, notamment en ce qu'il concerne la réalisation et l'incorporation au patrimoine communal d'équipements relevant normalement de la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

7 - ZAC OVALIE Convention de participation financière Ville / Société Georges V - Languedoc Roussillon - Lot 25B

Philippe SAUREL : Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé les termes d'une convention publique d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) la réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie située au sud-ouest de la Ville.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre à une demande importante en logements tout en y assurant le développement d'une offre de grande qualité,
- l'articulation entre les futurs quartiers Ovalie et le quartier existant de Bagatelle permettra d'assurer la cohérence aux franges nord de la ZAC.

Par ailleurs, le stade de rugby « Yves du Manoir » de la Communauté d'agglomération de Montpellier et le nouveau quartier Ovalie à forte dominante paysagère revaloriseront l'image du quartier Bagatelle.

Dans le cadre de la convention publique d'aménagement, la SERM a notamment pour mission d'acquérir le foncier, de viabiliser les terrains et de céder les charges foncières aux constructeurs. Exceptionnellement, certains propriétaires peuvent être autorisés à réaliser eux-mêmes des constructions sur leurs terrains. Ces opérations se réalisent dans le cadre de conventions de participation financière.

Le constructeur Georges V envisage la construction d'un bâtiment à usage de logements collectifs et locaux d'activités en rez-de-chaussée, correspondant à 4.663 m² SHON, correspondant au lot n° 25B de la ZAC OVALIE. Ce lot correspond à la parcelle cadastrée « PB n° 181partie » d'une superficie de 4.098 m². Ce terrain est situé à l'intérieur du périmètre de la ZAC dont il est propriétaire, mais non acquis à la SERM aménageur. Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, selon les modalités de versement d'une participation aux équipements de la ZAC. La surface hors œuvre nette globale (SHON) maximale admise sur la parcelle est de **4.895 m²**.

Le constructeur envisage la réalisation sur ce terrain d'un programme de **4.663 m²** de SHON globale répartie de la façon suivante :

- logements collectifs, soit 4.060 m² SHON :
 - 30%, soit 1.281 m² SHON de logements en accession à la propriété aidée,
 - le solde, soit 2.989 m² SHON de logements en accession libre.
- locaux d'activités, pour 393 m² SHON, à vocation d'activités tertiaires et professions libérales (cabinet médical, agent d'assurances, agence immobilière, agence bancaire), à l'exclusion de commerces de proximité.

Une première convention de participation a été approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 (DCM n° 2009/311) et signée en date du 25 septembre 2009. Suite à une modification du programme, il est nécessaire de faire approuver et signer une nouvelle convention de participation afin d'ajuster la SHON et, en conséquence, le montant de la participation aux équipements publics due par le constructeur.

La présente convention de participation financière, établie en application de l'article L311.4 du code de l'urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire, la société Georges V, au coût de l'équipement de la zone.

Sur la base du programme défini à l'article 3.1 de la convention, le montant de la participation du constructeur est fixé à :

- **177 €** par mètre carré de SHON pour les logements, soit pour 4.270 m² SHON, un montant de 755.790 euros ;
- **119 €** par mètre carré de SHON pour les locaux d'activités, soit pour 393 m² SHON, un montant de 46.767 euros, soit un total de **802.557 euros**.

En conséquence il est proposé :

- de dire que la présente délibération annule et remplace la délibération du Conseil municipal n°2009/311 du 27 juillet 2009,
- d'approuver conformément aux dispositions de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme, les termes de la convention jointe à la présente délibération, établie entre la Ville, d'une part, et la société Georges V, d'autre part, et visant notamment à fixer le montant de la participation que la société Georges V versera en contribution à l'aménagement de la ZAC Ovalie pour la réalisation d'une construction d'un bâtiment à usage de logements collectifs et de locaux d'activités,
- de dire que, conformément à l'article IV de la convention publique d'aménagement de la ZAC Ovalie, le montant de cette participation sera versé directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine selon les modalités prévues par l'article 4.3 du projet de convention qui vous est présenté,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame BOYER sort de la séance. Monsieur TSITSONIS revient en séance.

8 - Ilot Saint Lazare Instauration d'un périmètre d'étude (art.L.111-10 du code de l'urbanisme)

Philippe SAUREL : Situé au nord est de la Ville de Montpellier, l'îlot Saint Lazare se trouve entre l'avenue Saint Lazare, l'avenue de Castelnau et la rue de la Reine Hélène d'Italie, face au cimetière Saint Lazare. Cet îlot, composé de friches, de quelques maisons d'habitation et de commerces le long de l'avenue Saint Lazare présente une composition urbaine qui semble appelée à muter.

Face à ce constat, la Ville a mené, fin 2009, une étude urbaine de programmation et de recomposition urbaine de cet îlot et de ses abords. Cette étude a permis de définir les conditions nécessaires pour permettre l'évolution de cet îlot dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, en cohérence avec le tissu urbain environnant et en privilégiant une mixité urbaine et sociale (logements et commerces en rez-de-chaussée...). La Ville souhaite privilégier une opération d'ensemble qui permettra également un traitement qualitatif des espaces publics environnants, en particulier l'amélioration des cheminements piétons et cycles.

Afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures et de ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation, il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation précise du périmètre est jointe à la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement d'ensemble envisagé.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement de l'îlot Saint Lazare,
- d'instituer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L. 111.10 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame PRUNIER sort de la séance.

9 - ZAC des GRISETTES (2ème tranche) Agrément de candidature - Mutualité Française de l'Hérault (lot 4 a)

Philippe SAUREL : La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur agri-parc du Mas Nougier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de la Mutualité Française de l'Hérault en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation d'un pôle de services intergénérationnels dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :	Mutualité Française de l'Hérault Maison de la Mutualité 88, rue de la 32 ^{ème} 34264 Montpellier cedex 2
Localisation :	ZAC des Grisettes (2 ^{ème} tranche) Lot n°4 a
Parcelle cadastrée :	Section DZ n°116 et 124p
Surface du lot :	3 160 m ² environ
Nature du projet :	- un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD 75 lits, 2 unités « Alzheimer ») - une crèche - un pôle de services - 26 logements adaptés aux personnes âgées et handicapées
SHON envisagée :	7 569 m ²
SHON maximale autorisée :	7 950 m ²

La SERM précise que la candidature de Mutualité Française de l'Hérault prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver la candidature de Mutualité Française de l'Hérault pour la réalisation d'un EHPAD, d'une crèche, d'un pôle de services et des logements adaptées aux personnes âgées et handicapées sur le lot 4 a de la 2^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

10 - Déclassement du domaine public communal de deux emprises situées rue Ampère - Vente à ICADE et à DOMICIL

Philippe SAUREL : Dans le cadre de deux opérations immobilières prévues sur l'ancien site d'EDF, situé rue André-Marie Ampère, deux emprises d'une superficie d'environ 30 m² chacune, n'ayant plus d'usage particulier et ne représentant pas d'intérêt pour la Ville dans l'avenir, ont fait l'objet d'un déclassement du domaine public communal par une procédure d'enquête publique.

L'enquête publique préalable au déclassement du domaine public communal de ces deux emprises, situées 545 et 546 rue André-Marie Ampère a eu lieu du lundi 04 janvier au lundi 18 janvier 2010 inclus. Monsieur le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable à ce déclassement.

Après désaffectation et déclassement de ces deux emprises, la Ville cédera lesdites parcelles aux aménageurs des opérations, complétant ainsi chaque unité foncière située à l'arrière.

La Ville cédera l'emprise (a), située 546 rue André-Marie Ampère d'une superficie d'environ 30 m² à la société ICADE PROMOTION, et l'emprise (b), située 545 rue André-Marie Ampère à la société DOMICIL, au prix de 260 €/m² soit un total de 7 800 € (sept mille huit cents euros), pour chacune des deux emprises, conformément à l'estimation des services fiscaux.

Maître Eric DURAND, notaire à Montpellier, sera chargé de rédiger les actes de transfert de propriété, aux frais des acquéreurs.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de constater la désaffectation, et de déclasser du domaine public communal deux emprises (a) et (b) d'environ 30 m² chacune, situées 545 et 546 rue André-Marie Ampère,
- de faire procéder au numérotage des deux parcelles, auprès des services du Cadastre, par le géomètre de l'opération,
- de céder à la société ICADE l'emprise (a), au prix de 260 € / m² soit au total 7 800 €, conformément à l'estimation des services fiscaux,
- de céder à la société DOMICIL l'emprise (b), au prix de 260 € / m² soit au total 7 800 €, conformément à l'estimation des services fiscaux,
- de saisir Maître DURAND Eric, notaire à Montpellier pour rédiger les actes de transfert de propriété aux frais des acquéreurs,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

11 - Foncier - Rue du Major Flandre - Régularisation foncière - Résidence "Douce Ombre"

Philippe SAUREL : La copropriété « Douce Ombre » sollicite la Ville, afin de régulariser une emprise foncière déjà intégrée de fait dans le domaine public communal. Cette emprise cadastrée BN 194 constitue une partie de la rue du Major Flandre, qui est frappée d'alignement.

Les copropriétaires de la Résidence «Douce Ombre» ont donné leur accord en assemblée générale du 09 décembre 2009, pour la cession gratuite de la parcelle BN 194 à la Ville, compte tenu du fait qu'elle fait déjà partie de la voie publique.

Il s'agit d'acquérir l'intégralité de la parcelle BN 194 d'une superficie de 184 m² à l'euro symbolique, propriété de la résidence Douce Ombre, afin de l'incorporer dans le domaine public communal.

Maître Andrieu, notaire à Montpellier a été désigné par la copropriété pour rédiger l'acte de transfert de propriété, aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'acquérir la parcelle cadastrée BN 194, d'une superficie de 184 m², à l'euro symbolique, auprès de la résidence « Douce Ombre », propriétaire,
- de confier la rédaction de l'acte constatant ce transfert de propriété à Maître Andrieu, notaire à Montpellier, aux frais de la Ville,
- de classer cette parcelle dans le domaine public communal,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51
Contre : /
Abstention : /
Adopté à l'unanimité

Madame QVISTGAARD quitte définitivement la séance et donne procuration à Madame
COUVERT

12 - MONTPELLIER GRAND CŒUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Philippe SAUREL : Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009 et du 22 juin 2009.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. MARLAUD Julien, Sté de Formation rue Craponne, 25 rue Adam de Craponne	1.600,00 €
Corpo 27 rue Ste Ursule chez TRANSAC syndic, 27 rue Sainte Ursule	1.500,00 €
M. ou Mme VANDERPOTTE Bernard, 14 bis rue de la Sauzède	1.585,67 €
Mme CAMEL Mireille, 17 rue Dom Vaissette	4.000,00 €
Syndic POUX Immobilier, 5 rue Meyrueis	5.894,81 €
Mme TOURNIGANT Michèle syndic bénévole, 14 rue Dom Vaissette	3.768,00 €
M. et Mme DE BRUC AUGER, 4 rue Claude Debussy	4.888,27 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51
Contre : /
Abstention : /
Adopté à l'unanimité

Mesdames BOYER et PRUNIER ainsi que Messieurs Hervé et Jacques MARTIN
reviennent en séance

13 - QUARTIER CEVENNES - PROJET DE RENOVATION URBAINE PETIT BARD - Démolitions de bâtiments et restructurations d'espaces - Concertation préalable à la Déclaration d'Utilité Publique - Objectifs et Modalités

Christian BOUILLE : Afin de poursuivre la restructuration des quartiers classés en zone urbaine sensible ou en territoire grand projet de ville (GPV), la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine. Celui-ci se décline sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard, Pergola).

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard, Pergola) porte sur un programme ambitieux qui doit notamment conduire à :

- réaliser la mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale,
- améliorer les conditions de vie des habitants du quartier,
- restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'un pôle commercial, ...),
- rénover complètement l'habitat (démolitions et reconstructions de logements sociaux et privés, réhabilitation des logements non démolis, répartition de l'ensemble en plusieurs copropriétés en vue d'en permettre la gestion dans de bonnes conditions).

Le projet concernant la Pergola est terminé. Sur le Petit Bard, le projet est pleinement en phase opérationnelle : le quartier est désenclavé (prolongement de la rue des Araucarias, desserte à venir par la troisième ligne de Tramway), et équipé (création de la Médiathèque Shakespeare, de l'équipement de proximité François Villon : Maison Pour Tous, Mairie Annexe, Poste de Police, Base du Service Action Territoriale, Age d'Or). Sur le volet logement, le programme est également engagé :

- scission de copropriété réalisée pour une gestion à échelle humaine,
- reconstruction livrée pour Arthur YOUNG, en phase études sur le foncier des Trolles (emprise du bâtiment A démolit et des locaux d'activités sportives) ainsi que sur le foncier de l'ancien local de copropriété,
- réhabilitations de parties communes en cours (pose des compteurs d'eau effective, complément sur le bâtiment C2 engagé dès le premier semestre)
- mais aussi les reconstructions hors site avec cinq opérations engagées, représentant environ 200 logements, au titre de la reconstitution de l'offre de logements démolis.

Une première déclaration d'utilité publique (DUP) a été engagée en 2006 et approuvée par arrêté préfectoral en date du 14 mai 2007 pour doter l'aménageur des outils juridiques adaptés à la mise en œuvre de la première phase opérationnelle sur le Petit Bard : la démolition du bâtiment A et la restructuration d'espaces libres.

Au terme des acquisitions (à l'amiable, par échange pour les propriétaires occupants qui le souhaitent ou par expropriation), le relogement puis la démolition par tranche du bâtiment A a été engagée.

Durant cette période, l'équipe de maîtrise d'œuvre de l'opération, désignée par la SERM, a affiné le plan de masse. Le plan d'ensemble des reconstructions sur l'îlot des Trolles sera soumis à concertation. Ce travail a également permis de préciser sur les autres secteurs le plan de masse qui a servi de base à la contractualisation avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

Pour poursuivre le projet de rénovation urbaine du quartier et tout particulièrement les opérations de reconstruction démolition, il est nécessaire d'engager une nouvelle DUP. La seconde DUP,

objet du présent dossier, permettra l'acquisition des bâtiments à démolir en totalité - les plus hauts (Tour H et bâtiment F) - ou partiellement - pour ouvrir le quartier (bâtiments D et G) - et du foncier pour la réalisation des opérations de résidentialisation. Outre l'intervention sur l'ancienne copropriété « Le Petit Bard », la DUP portera également sur la copropriété Apollinaire pour la mise en œuvre du programme de résidentialisation ainsi que sur le volet commercial du projet.

Cette deuxième étape du projet porté par la Ville est de nature à modifier de façon substantielle, par son importance et sa nature, le cadre de vie de ce quartier. En conséquence, conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme, le Conseil municipal doit délibérer sur les objectifs de cette opération et définir les modalités de concertation du public préalablement à la mise en place d'une déclaration d'utilité publique affectant partiellement l'ensemble immobilier dans le cadre de la mise en œuvre progressive du projet de rénovation urbaine.

Cette deuxième phase opérationnelle s'inscrit pleinement dans les objectifs généraux du projet de rénovation urbaine décrit précédemment. Il s'agit plus particulièrement de :

- permettre la démolition des bâtiments les plus hauts : bâtiment F et H (11 étages et 18 étages),
- permettre la démolition des bâtiments qui enclavent le quartier : bâtiment D1 à D6 et D16 à D17 et bâtiment G1 à G2 et G8,
- poursuivre le désenclavement du quartier par le dévoiement de l'axe principal de transit de la rue Paul Rimbaud vers l'Avenue du Petit Bard passée en double sens,
- permettre la reconstitution de logements dans un objectif de mixité de produits : libre, en accession et social,
- permettre de résidentialiser toutes les copropriétés n°1 (bâtiment I), n°2 (bâtiment G3 à G7), n°3 (bâtiment E), n°4 (bâtiment D7 à D15), n°5 (bâtiment C1), n°6 (bâtiment C2), n°7 (bâtiment C3) et Guillaume Apollinaire (bâtiment B) par la création de parkings privés,
- requalifier les espaces publics,
- permettre la reconstruction de logements sur les emprises ainsi libérées indispensable au relogement des habitants concernés par les démolitions d'immeubles.

Dans la continuité de la concertation engagée lors de l'élaboration du projet de rénovation urbaine pour le quartier des Cévennes ou lors de la DUP n°1, les modalités de concertation du public proposées pour la présente tranche opérationnelle sont les suivantes :

- une mise à disposition du dossier public durant une période de trois semaines accompagnée d'un registre où chacun pourra consigner ses remarques. Pour cela, une permanence sera assurée par le titulaire de la concession d'aménagement (SERM) dans le local de la mission située dans l'ensemble immobilier « Apollinaire ». Les dates et horaires de cette mise à disposition seront rendus publics par voie de presse et par affichage officiel à l'Hôtel de ville ainsi que dans les locaux de la Mission Petit Bard de la SERM,
- une réunion publique d'information et de concertation à des dates et horaires communiqués par voie de presse et par affichage dans le hall de l'Hôtel de ville ainsi que dans les locaux de la Mission Petit Bard de la SERM.

Au terme de cette concertation, le Conseil municipal prendra acte du bilan de cette concertation et arrêtera le projet, éventuellement modifié pour tenir compte de ce bilan.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver les objectifs poursuivis par cette opération ;
- d'adopter le principe et les modalités de concertation ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

14 - QUARTIER DES CEVENNES - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée Cévennes 1 Règlement d'intervention de la Ville - Approbation

Christian BOUILLE : Dans le cadre du suivi du parc immobilier privé sur le territoire communal, la Ville de Montpellier dispose depuis 2008 d'un observatoire des copropriétés. Les premiers résultats de cet « outil de veille » des copropriétés au regard de descripteurs urbains, environnementaux, sociaux et économiques ont fait apparaître des signes de fragilisation sur la copropriété des Cévennes 1. En effet cette copropriété, implantée entre l'avenue Ravaz et l'avenue Paul Rimbaud et composée de 7 bâtiments dont certains à usage mixte (habitations et commerces) construits dans les années 60, fait l'objet d'une attention soutenue de la part de la Ville de Montpellier. Regroupant 444 logements soit environ 2000 personnes, elle fonctionne au sein d'un ensemble immobilier plus vaste : la copropriété des Cévennes et connaît un niveau de dégradation qui progressivement s'amplifie.

Face à ce constat, la Ville de Montpellier a immédiatement engagé un projet global d'intervention sur cette copropriété avec :

- une étude de recomposition urbaine sur l'ensemble du site,
- une étude pré-opérationnelle d'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) copropriété dégradée sur l'ensemble immobilier Cévennes 1, en lien avec la précédente.

Respectivement les conclusions de ces deux études ont justifié la nécessité d'intervenir sur les espaces extérieurs communs du site des Cévennes et sur l'ensemble bâti de la copropriété « Cévennes 1 ».

Ainsi, un projet d'aménagement des espaces communs extérieurs à la copropriété a été esquissé et fera l'objet de réunions de concertation. Parallèlement, une OPAH copropriété dégradée, dispositif d'incitation à la réalisation de travaux de réhabilitation par le biais de subventions, a été retenue pour la copropriété « Cévennes 1 ».

En effet, un diagnostic précis du site dans toutes ses dimensions (urbain, architectural, technique et social) a permis d'identifier plusieurs enjeux s'en insistant sur la nécessité :

- de requalifier durablement la copropriété en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mise aux normes thermiques, électriques et acoustiques,
- d'inciter à des réhabilitations complètes d'immeubles et de logements,
- de mettre en œuvre des outils financiers adaptés afin de solvabiliser les propriétaires,
- de repérer des logements indignes à l'habitation,
- de maintenir les propriétaires occupants.

Pour ce faire, l'OPAH doit permettre la réalisation des objectifs suivants :

- la réhabilitation de l'ensemble des parties communes de la copropriété,
- la réhabilitation de la moitié des logements en parties privatives soit environ 174 logements dont 70 logements locatifs et 104 logements réhabilités par des propriétaires occupants.

Pour la mise en œuvre de ce programme de réhabilitation, il est nécessaire de contractualiser une convention d'OPAH permettant de mobiliser les crédits de l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

Par ailleurs, un règlement d'intervention est nécessaire pour engager des aides communales. Ce règlement permet notamment de définir les bénéficiaires, les aides communales, les pièces à fournir pour les demandes d'aides et demandes de paiements.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver le projet de convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Copropriété dégradée Cévennes 1, jointe à la présente délibération,
- d'approuver le règlement d'intervention de la Ville de Montpellier, joint à la présente délibération, relatif à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Copropriété dégradée Cévennes 1,
- de solliciter les partenaires financiers, dont les collectivités publiques, pour l'attribution des subventions les plus larges possibles et au meilleur taux pour le suivi animation de l'OPAH,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Monsieur THINES revient en séance.

15 - MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Attribution de subventions

Christian BOUILLE : Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après contrôle des travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

Copropriété « Estève », 6 rue Joseph Vidal (M. GUILLOTEAU syndic bénévole)	3.564,00 €
LAMY Languedoc Syndic GESTRIM, 60 cours Gambetta	2.082,40 €
TRANSAC syndic, copropriété « Eupalinos », 3 ter rue des Pins – Bât 1	4.000,00 €
TRANSAC syndic, copropriété « Eupalinos », 3 bis rue des Pins – Bât 2	4.000,00 €
TRANSAC syndic, copropriété « Eupalinos », 3 rue des Pins – Bât 3	4.000,00 €
TRANSAC syndic, copropriété « Eupalinos », 2 rue Desmazes – Bât 4	4.000,00 €
M. ou Mme FERNANDEZ Gilbert, 55 cours Gambetta	4.000,00 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

16 - Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les bâtiments communaux - Marché Négocié - Lot n° 26 : Nettoyage de chantier - Autorisation de signer le marché à bons de commande

Frédéric TSITSONIS : La Ville de Montpellier a souhaité lancer des marchés à bons de commande s'appliquant à des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations à exécuter dans les bâtiments communaux.

Pour réaliser ces travaux, il a été publié le 10 juillet 2009 un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3^{ème} alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics et comportant 22 lots à attribution séparée.

N'ayant pas reçu de candidature pour le lot n° 26 : Nettoyage de chantier, la commission d'appel d'offres en date du 20 octobre 2009 a décidé de relancer ce lot infructueux selon la procédure de l'article 35.II.3° alinéa en marché négocié. Les lettres de consultation pour ce marché négocié ont été envoyées le 15 février 2010 avec une remise des offres par les entreprises le 8 mars 2010.

Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commande sans minimum, ni maximum passé en application de l'article 77 du code des marchés publics. Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'appel d'offres, en date du 30 mars 2010, a décidé d'attribuer le lot suivant à l'entreprise ci-dessous désignée présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

LOTS	SECTEURS	MOYENNE DES BESOINS SUR 1 AN EN EUROS H.T.	ENTREPRISE RETENUE
26 – Nettoyage de chantier	1 et 2	70 000,00	SAMSIC II 34670 Baillargues

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 30 mars 2010 ;
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame GAUTIER MEIDEIROS sort de la séance.

17 - Modification des statuts de la Communauté d'Agglomération – Réseaux très haut débit – Extension des compétences – Approbation

Michaël DELAFOSSE : Conformément à l'article L. 5211-17 du Code général des Collectivités territoriales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a notifié à la Commune de Montpellier le 4 février 2010 la délibération n°9307 du 22 décembre 2009 relative à l'extension des compétences réseaux très haut débit.

L'expansion des nouvelles technologies de l'information et de la communication en particulier de l'internet très haut débit constitue un des enjeux majeurs de ce début de siècle qui conditionne l'aménagement et l'attractivité d'un territoire.

Les collectivités territoriales et leurs groupements jouent un rôle important dans le déploiement de ces réseaux numériques très haut débit, en faisant appel à leur connaissance du terrain, en mobilisant les infrastructures de génie civil dont elles disposent et en mettant en œuvre leurs compétences en matière d'aménagement numérique.

Grâce aux actions déjà menées, elles ont fortement participé au dégroupage des réseaux et ont contribué à rendre ce marché dynamique et concurrentiel.

Au regard des enjeux liés aux nouvelles technologies de la communication, les collectivités territoriales doivent renforcer leur stratégie visant à promouvoir, à coordonner et à planifier le déploiement des réseaux numériques, essentiels pour leur développement économique et leur aménagement.

Selon de très nombreux spécialistes et notamment l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes, le périmètre des agglomérations s'impose comme un territoire pertinent pour mener ces actions.

La Communauté d'Agglomération au regard de ses compétences en matière de développement économique, d'aménagement du territoire et de planification urbaine dispose des outils de

coordination nécessaires.

Ses infrastructures d'assainissement, de tramway, d'eau potable ainsi que les voiries d'intérêts communautaires et les zones d'activités économiques et d'habitats réalisées par notre Etablissement Public de Coopération Intercommunale peuvent contribuer de manière très forte à l'innervation du territoire par les fibres numériques.

La réglementation en vigueur et notamment l'article L.1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales a pris en compte cette réalité et permet notamment aux communes et à leurs groupements d'établir et d'exploiter des infrastructures de réseaux très haut débit, d'acquérir le cas échéant des infrastructures existantes et de les mettre à disposition d'opérateurs de réseaux (fournisseurs d'accès) ou d'utilisateurs indépendants.

L'étude réalisée par le groupement LMI-IDATE concernant l'offre haut débit actuelle et ses perspectives de développement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier révèle à l'échelle du territoire communautaire, de très bon taux d'équipements en matière de connexion « internet standard » (environ 100% des foyers de la Communauté d'Agglomération de Montpellier desservis avec un débit de 512 kilobits et 90% desservis avec un débit de 2 Mégabits). Le taux de foyers pouvant bénéficier d'une offre groupée télévision, téléphone et internet, de type « triple play » par les réseaux de communications électroniques, s'élève déjà à 60%.

Cette étude met aussi en exergue les disparités existantes à ce jour entre la ville centre et les autres communes membres en matière de connexion directe de type fibre jusqu'au foyer « FTTH » ou du type fibre jusqu'au bureau « FTTB » qui demeure à l'heure actuelle, la seule solution pour bénéficier d'une offre très haut débit évolutive.

Plus de 15 000 raccordements sont prévus pour 2010 sur le territoire de Montpellier et la ville souhaite couvrir l'ensemble de son territoire d'ici 2012. A ce jour, au regard des investissements déjà entrepris, elle dispose d'un taux d'équipement en très haut débit de ses foyers supérieur à 30%.

L'action envisagée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le strict respect des initiatives publiques, vise à pallier cette inégalité et à permettre à la majeure partie de la population communautaire de bénéficier de ce niveau de qualité de service très élevé.

Sur la base de ce bilan, les rédacteurs de ce rapport considère à l'instar de l'Autorité de Régulation des Communications et des Postes, que le développement d'une compétence intercommunale « haut débit » serait facteur de progrès en terme de développement économique, d'aménagement du territoire et pour les besoins propres de la Communauté d'Agglomération et de ses Communes.

Concernant l'activité économique, l'extension de réseaux d'initiative communautaire, permettra aux entreprises d'accéder à des offres de connexion de très grande capacité, à moindre coût, grâce au réseau de fibre optique déployé sur les zones d'activités.

Les nouvelles infrastructures contribueront au développement et au renforcement des activités liées aux nouvelles technologies :

- émergence d'opérateurs locaux,
- augmentation des offres d'hébergement,
- mise en réseau des points de présence des opérateurs permettant de réduire le temps et les coûts d'accès au réseau,
- développement du très haut débit chez le particulier.

Le développement des réseaux très haut débit communautaires permettra la création d'interconnexions entre l'ensemble des bâtiments et services communautaires, voire entre

l'ensemble des installations des communes membres permettant un accès à des ressources mutualisées et le développement de nouveaux services :

- système d'informations géographiques mutualisées,
- intranet d'agglomération,
- interactivité du droit des sols,
- dématérialisation des marchés et archivage électronique,
- gestion et centralisation des centrales d'alarmes,
- gestion technique d'équipements à distance.

La compétence développée par notre structure intercommunale permettra d'aboutir aussi à la définition d'un véritable schéma d'aménagement numérique. A ce titre, le ministère de l'écologie, de l'énergie et du développement durable et de l'aménagement souhaite que la question de l'intégration numérique soit prise en compte dans les schémas de cohérence territoriaux.

A l'heure actuelle, notre territoire est déjà desservi par des réseaux d'initiatives publiques. Le réseau Pégase réalisé par la Ville de Montpellier s'étend sur plus de 150 kilomètres. Le Département déploie le réseau Num 'Hérault.

Les actions envisagées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne concurrencent pas ces réalisations mais doivent les compléter afin d'aboutir, dans les prochaines années, à l'élimination de toutes les « zones blanches » non desservies par le très haut débit.

Dans le cadre de ses nouvelles compétences, la Communauté d'Agglomération souhaite réduire cette fracture numérique qui constitue un frein au développement économique et à un aménagement harmonieux de notre territoire.

L'action à mener permettra aussi la couverture en très haut débit des zones d'activité non encore desservies à ce jour.

Dans un souci d'économie et de rationalité, la compétence très haut débit doit se développer en prenant en compte les équipements déjà existants afin d'éviter les doublons et les redondances numériques.

Il est également nécessaire de contribuer au développement d'un réseau partagé entre équipements publics sur tout le territoire communautaire permettant la modernisation de l'administration publique et la mise en commun de données et d'outils de communications grâce à l'établissement de groupes fermés d'utilisateurs.

Enfin, le très haut débit est un enjeu d'avenir et il est indispensable de permettre à la Communauté d'Agglomération de partager avec les communes membres une compétence en matière d'études dans ce domaine. Elle pourra ainsi procéder à toute étude relative à la coordination, l'interconnexion, l'optimisation des réseaux à l'échelle communautaire dans le strict respect des initiatives communales.

Sur la base de ces développements et des informations transmises par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux membres du Conseil Municipal, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'approuver le transfert des compétences mentionnées comme suit :

« Réseaux ouverts »

- Etablissement et exploitation de nouveaux réseaux numériques très haut débit, non redondants avec les réseaux existants, sur le territoire des communes dont le taux d'équipement en installations haut débit de type FFTH et FFTB est inférieur à 30%

- Etablissement et exploitation de réseaux numériques très haut débit dans les zones d'activités communautaires encore non desservies à la parcelle.
- Dans un souci d'interconnexion des réseaux publics et en concertation avec les communes concernées la Communauté d'Agglomération pourra prendre en charge le raccordement des nouveaux réseaux avec ceux déjà existants.

« Réseaux fermés »

Etablissement et exploitation à leurs usages exclusifs de groupes fermés d'utilisateurs (GFU) reliant sur tout le territoire communautaire, des équipements publics intercommunaux et communaux.

Les infrastructures de desserte en très haut débit réalisées par les communes demeurent leur pleine et entière propriété. Elles pourront le cas échéant, à la demande des communes membres, être transférées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par conventions.

Etudes :

Dans le strict respect des initiatives communales, étude sur la définition d'une stratégie en vue de la mise en œuvre d'une politique de développement des télécommunications à très haut débit à l'échelle communautaire, chaque commune membre restant compétente pour toute étude relative au développement du très haut débit sur son territoire propre.

Michel ASLANIAN : Je souhaite intervenir en tant que vice-président de l'Agglomération de Montpellier en charge du dossier. Je précise l'état d'esprit dans lequel nous avons conçu ceci à la Communauté d'agglomération. Je vais le faire à travers trois points. D'abord, j'affirme la volonté de la Communauté d'agglomération d'utiliser tous les grands travaux de l'agglomération pour tirer de la fibre noire. Il serait absolument indécent de ne pas le faire.

Ensuite, dans le cadre de la « rupture numérique », nous avons la volonté de laisser le moins possible de personnes – morales ou physiques – dans les zones d'ombre. S'il n'existe pas de moyens, nous ne pouvons éduquer les gens. Enfin, je voudrais réaffirmer la volonté de la Communauté d'agglomération, à travers ses services techniques, de travailler en concertation avec les services techniques des autres collectivités ou du territoire : Pégase pour Montpellier et Num'Hérault pour le Département. Nous allons faire en sorte que la Communauté d'agglomération prenne en charge les frais de raccordement des réseaux les uns entre les autres.

Mme le Maire : Je vous remercie. Prochainement, M. DELAFOSSE vous présentera en effet ce projet nommé « Ville (ou Cité) numérique ». Compte tenu de l'évolution de ces réseaux de très haut débit, de fibre optique, Montpellier sera une des premières villes intégralement câblées. Cela signifie que, automatiquement, la « Cité (ou Ville) numérique » va engendrer des nouveaux modes de communication et de réflexion entre les uns et les autres – sur le plan culturel, social, économique, aussi bien que sur le plan des réseaux. Je pense que cette collaboration et cette réflexion est extrêmement importante. Cette ville sera l'une des premières de France et même d'Europe à devenir intégralement numérique.

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

18 - Culture et Patrimoine - Convention de partenariat pour un projet avec l'association - Fonds régional d'art contemporain Languedoc-Roussillon - Attribution d'une subvention

Michaël DELAFOSSE : L'association Fonds régional d'art contemporain Languedoc-Roussillon a pour vocation de promouvoir et de diffuser les Arts Visuels contemporains sur l'ensemble du territoire du Languedoc-Roussillon. Cette année elle coordonne la manifestation *Casanova forever*, afin de présenter dans la Région Languedoc-Roussillon (Alès, Lunel, Carcassonne, Nîmes, Perpignan, Montpellier, Aigues Mortes, Narbonne, Sérignan...) un ensemble d'expositions et de manifestations prenant pour thème général Giacomo Casanova, aventurier et écrivain Italien (1725-1798). Rappelons que c'est en fuyant la Catalogne pour rejoindre l'Italie, que Casanova traversa le Languedoc Roussillon et fit étape à Montpellier en janvier 1769.

Cet événement s'intègre pleinement dans le cadre de la politique culturelle de la ville qui se manifeste en ce qui concerne plus particulièrement les Arts Plastiques par :

- l'ouverture d'un centre d'art, La Panacée,
- une aide accrue aux galeries associatives et privées,
- une programmation dynamique au Carré Sainte Anne et à la galerie Saint Ravy,
- la mise en place d'un service d'accueil des publics.

Compte tenu de l'intérêt artistique et pédagogique de la manifestation *Casanova forever* qui s'accompagne d'une programmation culturelle de qualité en direction de tous les publics (conférences, projections, ateliers), la Ville de Montpellier souhaite soutenir cette retrospective qui se déroulera du 24 juin au 26 septembre 2010.

Pour ce faire, elle s'engage à participer activement à l'évènement en mettant à disposition :

- un commissaire associé, en accord avec le FracLr, en charge de l'organisation de la manifestation,
- des lieux et des espaces publics : le Carré Sainte Anne, les jardins du Peyrou, le parc zoologique du Lunaret,
- du personnel en charge de l'accueil, du montage et démontage de l'exposition, ainsi que le matériel nécessaire et des lieux réservés au stockage,
- une surveillance adaptée, et la protection des œuvres,
- les moyens adaptés en vue d'assurer la meilleure communication de l'évènement,
- enfin, elle participera pour sa part et en commun accord avec les services de la Région à l'inauguration de la manifestation.

Pour marquer et appuyer l'importance artistique de cette manifestation la Ville de Montpellier souhaite passer une convention de partenariat pour un projet, jointe en annexe, avec l'association Fonds régional d'art contemporain Languedoc-Roussillon et propose d'attribuer une subvention de 100 000 €. Le budget prévisionnel de cette manifestation est joint également en pièce annexe.

Mme le Maire : Cela m'a personnellement permis de découvrir que Casanova s'était un jour arrêté à Montpellier en 1769, ce que j'ignorais totalement. Il fuyait la Catalogne et voulait aller en Italie ; il s'est arrêté à Montpellier. Il s'agit d'une étape de la vie de Casanova !

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- d'attribuer à l'association Fonds régional d'art contemporain Languedoc-Roussillon une subvention d'un montant de 100 000 €,

- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 54

Contre : 1 (M.VIGUIE)

Abstention : /

Adopté à la majorité

19 - Culture et Patrimoine - Convention d'utilisation du domaine public de la Ville dans le cadre d'une manifestation culturelle

Michaël DELAFOSSE : La Ville de Montpellier développe une politique ambitieuse en faveur de la littérature sous ses formes les plus diverses et ouverte à tous les publics. La manifestation annuelle La Comédie du Livre, qui se déroule chaque année au mois de mai est le point d'orgue de cette volonté politique tournée notamment vers la diffusion des œuvres et la connaissance des grands auteurs des pays du monde entier. Au travers de cette manifestation c'est tout le processus de production et tous les professionnels du livre, de l'auteur à l'éditeur, qui sont concernés pour le plus grand intérêt des lecteurs montpelliérains et d'ailleurs.

Cette manifestation est gérée et administrée par l'association La Comédie du livre, association à but non lucratif qui répond à un intérêt général local. Cette année la Comédie du Livre dont le pays invité est l'Amérique se déroule les 28, 29 et 30 mai.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met à disposition par convention à titre gratuit, à l'association La Comédie du Livre, eu égard à l'intérêt général local de la manifestation, d'une part, l'espace public nécessaire – la place de la Comédie et l'Esplanade Charles de Gaulle – réservé à l'accueil des auteurs invités et des différents partenaires participants à cette grande rencontre littéraire et, d'autre part, les salles municipales accueillant les grands débats avec de nombreux auteurs.

Cette mise à disposition à titre gratuit peut constituer des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés seront calculés en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009 fixant les tarifs 2010 applicable au domaine public occupé.

Les montants de subventions en nature valorisable pour la manifestation la Comédie du Livre les 28, 29 et 30 mai 2010 sont les suivants :

- 2 645 m² de tentes installées sur la place de la Comédie et l'Esplanade Charles de Gaulle (hors stand Ville de Montpellier) à raison de 1,40 € le m² par jour soit : 11 109 €,
- mise à disposition du Centre Rabelais : 740 € par jour soit : 2 220 €,
- mise à disposition du Salon du Belvédère : 270 € par jour soit : 810 €.

Outre la mise à disposition à titre gratuit de l'espace public la Ville met par ailleurs du matériel à disposition: 395 tables, 1060 chaises, 170 grilles caddies, 10 barrières Vauban, 1 vidéo projecteur, des coffrets électriques, 1 podium. Elle prend aussi en charge 2500 bouteilles d'eau de 50 cl. Ainsi que les buffets pour les inaugurations.

L'ensemble de la communication de la manifestation ainsi que les relations presse sont également pris en charge financièrement. De même que les locations de tentes et chapiteaux. Elle met également à disposition du personnel pour l'organisation proprement dite de la manifestation

ainsi qu'un soutien technique.

Mme le Maire : Nous aurons certainement la visite du Maire de Louisville, M. Jerry ABRAMSON, au mois de juillet.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local que représentent la manifestation la Comédie du Livre,
- d'approuver les subventions en nature valorisable pour un montant de : 14 140 €,
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint, délégué à signer la convention afférente.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

20 - Culture et Patrimoine - Cinéma Nestor Burma à Celleneuve Création d'une régie directe

Michaël DELAFOSSE : La ville a acheté en novembre 2007 la salle de cinéma du quartier Celleneuve et réalise actuellement des travaux d'aménagement pour une mise en conformité du bâtiment et une ouverture digne et pérenne. Cette salle, appelé Cinéma Nestor Burma a plusieurs vocations :

- Maintenir une vie culturelle de qualité dans ce quartier en ouvrant un cinéma pleinement dédié au 7^{ème} art ;
- Etre un projet fédérateur en terme de maillage territorial et d'aménagement culturel du territoire, dans un secteur peu doté en équipement culturel majeur et structurant ;

La Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP) prévoit une ouverture avant la fin de l'année 2010 et a étudié les différentes modalités de gestion et de fonctionnement de l'équipement.

La DCP préconise de prendre la salle en régie municipale directe, mode de gestion qui doit permettre :

- d'obtenir dans un court délai, l'agrément d'exploitation de la salle délivré par le Centre National de la Cinématographie. Cette demande sera à envoyer au CNC complétée des documents suivants : délibération du Conseil Municipal créant la régie, l'arrêté de nomination du Maire, la photocopie de la carte d'identité du Maire et le RIB de la Ville ;
- de prendre le temps d'envisager à moyen terme un autre mode de gestion plus adaptée à la vie de la salle ;
- d'entrer dans une phase d'expérimentation de façon à construire des partenariats et inscrire de façon la plus intelligente et pertinente possible la salle au regard des autres événements cinéma portés par :
 - o la ville de Montpellier
 - o les autres Collectivités Territoriales
 - o les établissements publics (écoles, crèches, écoles des beaux art et d'architecture ...)
 - o les acteurs privés du territoire (exploitants et associations)
 - o les acteurs associatifs, culturels et éducatifs du quartier celleneuve (réalisateurs de la région ...)

- de réaliser un programme de séances de préfiguration en vue d'élaborer la vocation culturelle et éducative de la salle à travers la diffusion, la mise en place d'actions d'éducation à l'image et de partage d'expérience, l'animation d'un lieu de vie quotidien ouvert tous les jours de la semaine ;
- de faciliter l'accueil de public spécifique (très jeune public, personnes âgées, public en situation de handicap ...) et travailler le lien inter-générationnel, social et culturel ;
- de construire la politique tarifaire et de communication de la salle ;

Les objectifs à moyens termes du cinéma sont de :

- travailler à une mise en cohérence et de poser les bases d'un maillage culturel du territoire au regard d'une politique de l'image avec les autres lieux municipaux (maison pour tous et autres lieux accueillant des projections : salle Feuillade, salle Rabelais, futur équipement de la Panacée ...);
- d'être un outil fédérant pour les acteurs associatifs de la ville qui œuvrent sur la diffusion cinématographique dans la ville, et aider à la structuration d'un réseau d'acteurs porteur de projets cinéma et audiovisuels (ateliers de pratiques artistiques, sensibilisation à l'image, spectacles ...);
- de mettre en cohérence la salle de cinéma avec le travail en cours sur la politique publique de la ville de Montpellier en matière d'accueil de tournage.

Francis VIGUIÉ : Enfin une régie publique ! Dans ce Conseil municipal, il me semble que nous pratiquons beaucoup les délégations de service public. Nous avons eu, sur le point numéro 1 même, un détournement de service public. Je tiens à noter que cela peut exister. Il est très bon qu'existe une régie de service public. Nous verrons dans les points suivants qu'il existe de la sous-traitance et des délégations. Pour une fois, cela prouve que cela peut fonctionner. Je pense qu'il faudrait l'entendre pour d'autres sujets.

Michaël DELAFOSSE : Sans vouloir polémiquer, le point 1 est un honneur à la loi sur les associations de 1901, permettant aux gens de s'organiser pour essayer d'innover socialement comme le point que Philippe SAUREL nous a présenté tout à l'heure sur cette très belle innovation sociale de la maison de retraite et de la crèche. Des acteurs de l'économie sociale et solidaire tels que la Mutualité française sont présents. La Comédie du livre est un salon littéraire en partenariat avec une association de libraires. En somme, des dynamiques sont en place, qui visent à soutenir l'expression la plus noble de la citoyenneté et de l'engagement.

À l'occasion de cette délibération, M. VIGUIÉ fait part de raisons extrêmement pragmatiques. En effet, à travers cette délibération, il s'agit à la fois de définir le mode de gestion, qui sera une régie, mais aurait pu être une association. Il nous est apparu que la régie était le mode le plus efficace pour déposer l'agrément au CNC. Bref, les manifestations de l'intervention publique, de la solidarité et, dans le cas présent, du maillage territorial à travers les quartiers, peuvent avoir plusieurs formes. Mais l'essentiel est de savoir les consacrer. M. VIGUIÉ, vous qui êtes si attaché, à juste titre, à la participation des citoyens et au débat public, vous devriez vous féliciter qu'existent des formes associatives ou des formes d'intervention directe qui soient capables de travailler en partenariat avec la collectivité.

Il est très bien que vous saluiez ici la régie directe. Mais je vous invite aussi à saluer les dynamiques associatives, mutualistes et autres. Car *cela aussi* fait la ville.

En conséquence il est proposé au conseil municipal:

- d'approuver la création d'une régie municipale chargée de la gestion et de l'exploitation de l'activité cinématographique de la salle Nestor Burma.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

21 - Adhésion de la Ville à la Fondation Internet Nouvelle Génération

Michaël DELAFOSSE : La Fondation Internet Nouvelle Génération (FING), association loi 1901, a pour objet de repérer, de stimuler et de faire connaître l'innovation dans les services, les applications et les usages de l'internet et des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) de demain et ainsi d'aider ses adhérents à jouer un rôle de premier plan dans ce domaine.

Elle recueille toutes informations sur les TIC. Elle anime la réflexion et le travail collaboratif, favorise l'émergence de contacts, d'échanges et de projets, permet d'informer et de sensibiliser les acteurs de l'économie et de la société. Elle développe, pour ce faire, un ensemble d'activités de veille et d'étude, d'édition et de communication papier et numérique, d'animation de réunions, groupes de travail, colloques et conférences : elle apporte son soutien, sous toutes formes qu'elle juge utiles, aux projets qui correspondent à ses objectifs et à ses pistes de travail.

L'adhésion à la FING est un levier d'innovation pour la ville de Montpellier dans le cadre de son projet de cité numérique. Cette adhésion permet d'être au fait des innovations d'actualité, dans un monde où les évolutions s'accélèrent. Elle favorise par ailleurs l'émergence d'opportunités d'expérimentations intéressantes au regard de ses ambitions.

Nous vous proposons donc d'adhérer à la FING, pour un montant de 4 000 € pour l'année 2010. L'adhésion est ensuite reconductible tacitement pour les années suivantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adhérer à la FING, le montant de l'adhésion s'élève à 4 000 euros.
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au BP 2010 CRB 80500, Chapitre 920 (LdC 888).
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

22 - Dénomination, composition et fonctionnement des Conseils Consultatifs de quartier

Patrick VIGNAL : La participation des habitants à l'élaboration de la politique municipale est au cœur de la politique engagée depuis une vingtaine d'années par la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier a souhaité amplifier cette pratique de la concertation, de la démocratie et de la citoyenneté au quotidien par la mise en place, dès juillet 2001, de conseils de quartier. Depuis, la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité a institutionnalisé ces conseils de quartier. En 2008, de nouveaux outils et procédures sont venus faciliter cette expression citoyenne.

Il importe à présent d'actualiser la dénomination, la composition et les modalités de fonctionnement de ces conseils de quartier.

DENOMINATION DES CONSEILS CONSULTATIFS DE QUARTIER

Au nombre de 7, ces conseils consultatifs de quartier sont répartis sur le territoire de la commune selon le découpage par quartiers et sous-quartiers référence de l'Insee, établi en mars 1998 et repris dans la délibération du 27 juin 2002.

Il vous est proposé d'adopter pour les 7 conseils consultatifs de quartier, la dénomination suivante :

- **Conseil consultatif de Quartier Hôpitaux-Facultés**
- **Conseil consultatif de Quartier Mosson**
- **Conseil consultatif de Quartier Les Cévennes**
- **Conseil consultatif de Quartier Croix d'Argent**
- **Conseil consultatif de Quartier Près d'Arènes**
- **Conseil consultatif de Quartier Port Marianne**
- **Conseil consultatif de Quartier Montpellier centre**

FONCTIONNEMENT DES CONSEILS CONSULTATIFS DE QUARTIER

Les missions :

- Le conseil consultatif de quartier est un lieu d'échange, de dialogue, de concertation et d'information. Il est une instance consultative entre les habitants des quartiers et la municipalité et ses services.
- Chaque conseil consultatif de quartier peut être consulté par le Maire et peut lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville.
- Le Maire peut associer chaque conseil consultatif de quartier à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions intéressant le quartier, en particulier celles menées au titre de la politique de la ville.
- Le conseil consultatif de quartier formule des avis ou des propositions, soit à la demande des autorités municipales, soit de sa propre initiative.
- Il saisit le Maire de toute proposition concernant le quartier, notamment, en vue du débat d'orientation budgétaire.
- Une fois par an, le conseil consultatif de quartier présente un rapport au Maire qui en informe le bureau municipal.
- Le conseil consultatif de quartier est force de proposition en ce qui concerne l'aménagement de son territoire dans le cadre des crédits dits « de proximité ».

La composition des conseils consultatifs de quartier :

Chaque conseil consultatif de quartier est composé de membres qui, au titre de leur résidence, de leur activité professionnelle ou associative concourent à la vie du quartier : présidents ou représentants de comités de quartiers, associations de quartier à vocation culturelle, éducative, sportive, professionnelle, environnementale ou sociale.

Il se compose de :

- 1 président, qui représente de façon permanente le conseil consultatif de quartier,
- 1 bureau, qui assiste le président dans ses fonctions,
- Des commissions thématiques, ouvertes à l'ensemble des habitants et des acteurs du territoire, sur des sujets touchant à la vie et à l'aménagement du quartier,
- 1 assemblée qui réunit l'ensemble des associations membres du conseil consultatif de quartier.

Le Président :

- Les Présidents des Conseils consultatifs de quartier sont désignés pour une durée de 3 ans.
- Le président représente de façon permanente le conseil consultatif de quartier.
- Le président du conseil consultatif de quartier convoque les assemblées générales. Il convoque également les réunions de bureau et les commissions, pouvoir qu'il peut déléguer à l'animateur de la commission concernée.
- Le Président assure le bon fonctionnement du conseil et, à ce titre, se tient informé de l'instruction des affaires soumises au conseil de quartier.
- Il transmet à l'adjoint délégué à la cohésion sociale, l'action territoriale et la démocratie de proximité, à l'adjoint de quartier et éventuellement à l'Adjoint délégué à la thématique concernée les avis ou propositions formulées par le conseil de quartier.
- Le président du conseil de quartier dirige les débats de l'assemblée plénière et en fait observer le règlement. Il exerce les mêmes fonctions lors des réunions de bureau.
- En cas d'absence ou d'empêchement, le président est suppléé dans ses fonctions par un membre du bureau, délégué par ses soins.
- Le président est désigné sur proposition du Maire, pour 3 ans renouvelables.

Le Bureau :

- Le président du conseil consultatif de quartier est entouré d'un bureau composé de membres qui peut être complété par des personnes désignées sur avis conjoint du président du conseil de quartier et du Maire.
- Le bureau assiste le Président dans l'exercice de ses fonctions, notamment pour l'organisation des travaux et la préparation des séances.
- Le bureau est adopté par l'assemblée générale à la majorité simple, sur proposition du Président du Conseil consultatif de quartier.

Vacances et renouvellements de siège :

La vacance d'un siège peut se produire par suite de décès, maladie, démission, abandon de l'activité au sein de l'association représentée, retrait de la fonction au sein du conseil de quartier, ou de non-respect des engagements liées aux fonctions exercées au sein du conseil consultatif de quartier telles que définies par le présent règlement.

- Membres du Bureau : La vacance de siège est notifiée au Maire et au Président du Conseil de quartier. Dans un délai d'1 mois, sur proposition conjointe du Maire et du

Président du Conseil de quartier, un nouveau membre est désigné et ce jusqu'à expiration du mandat.

- Le Président : En cas de vacance de siège, il est procédé à l'élection du nouveau président par un vote de l'assemblée du conseil de quartier. Les candidats au poste de président en feront déclaration auprès du bureau dans un délai de 1 mois à compter de la vacance de siège. Ces candidatures seront examinées conjointement par le Maire et le bureau. L'assemblée du conseil de quartier sera convoquée dans un délai de 2 mois à compter de la vacance de siège pour procéder à l'élection à la majorité simple du président sur proposition conjointe du Maire et du Bureau. L'élection s'effectue à la majorité simple des membres de l'Assemblée du Conseil consultatif de quartier.

Les Assemblées Générales :

Chaque Conseil consultatif de quartier se réunit en assemblée générale au moins deux fois par an aux dates fixées en concertation entre le Maire et le Président du Conseil de quartier. Celle-ci peut se dérouler dans une Maison pour tous et en fonction des disponibilités et notamment :

- Montpellier Centre : Maison pour tous Voltaire
- Port Marianne : Maison de quartier Pierre Azéma ou Melina Mercouri
- Près d'Arènes : Maison pour tous L'Escoutaire
- Croix d'Argent : Maison pour tous Michel Colucci ou Marcel Pagnol
- Les Cévennes : Maison pour tous Paul Emile Victor
- La Paillade : Maison pour tous Léo Lagrange
- Hôpitaux Facultés : Maison pour tous Albert Dubout ou Rosa Lee Parks

L'Assemblée générale peut également se dérouler à la Maison de la démocratie de proximité, 16 rue de la République, ou tout autre lieu public permettant le rassemblement.

- L'ordre du jour, préparé en concertation entre le Maire ou son représentant et le Président du conseil de quartier, est diffusé aux membres des conseils de quartier au moins 8 jours avant la date de la réunion.
- Seules les questions inscrites à l'ordre du jour et celles ayant un lien territorial ou un intérêt direct avec le quartier font l'objet de débats.
- L'adjoint délégué à la cohésion sociale, l'action territoriale et la démocratie de proximité, ou son représentant, participe à la séance aux côtés du Président du Conseil de quartier.
- Le conseil peut entendre toute personne dont la compétence est en rapport avec les points inscrits à l'ordre du jour, sur invitation conjointe du Maire et du Président du conseil de quartier : élus, personnalités qualifiées, membres experts.
- Les séances sont publiques dans les mêmes conditions que celles prévues par le règlement intérieur du conseil municipal. Pour l'information de la population du quartier, l'ordre du jour doit être communiqué au moins 5 jours avant la date de réunion.

Les réunions de bureau :

- Le bureau se réunit sur convocation du président du conseil de quartier au moins deux fois par trimestre, notamment en vue de la préparation des assemblées générales.
- Le bureau peut instaurer des commissions de travail pilotées par le président et un membre du bureau délégué. Ces commissions peuvent être ouvertes aux membres de l'assemblée du conseil de quartier.
- Avec l'accord du Président, le bureau ou les commissions peuvent inviter et auditionner toute personne dont la compétence est en rapport avec les travaux en cours : élus, personnalités qualifiées, membres experts.

Relations avec les élus :

L'adjoint délégué à la cohésion sociale, l'action territoriale et la démocratie de proximité est l'interlocuteur privilégié de ces instances consultatives. Dans le cadre de ses missions, il travaille en collaboration avec les huit adjoints au Maire de quartier.

Moyens de fonctionnement :

- Chaque conseil possède une boîte postale à la Maison de la Démocratie de proximité, 16 rue de la République.
- Il dispose d'une salle pour ses réunions de bureau, notamment dans une Maison pour tous de son secteur ou à la Maison de la Démocratie de proximité.
- La Direction de la Démocratie de proximité et de la Vie associative accompagne dans leur action les Conseils consultatifs de quartiers. Localisée à la Maison de la Démocratie de proximité, au 16 rue de la République, elle assure notamment le secrétariat commun des 7 conseils de quartier. Elle se charge de réaliser le compte-rendu des assemblées générales, de transmettre les convocations, les ordres du jour et le compte-rendu des différentes séances.
- Chaque conseil peut être doté de moyens de fonctionnement. Ces différents moyens feront l'objet d'une convention de mise à disposition passée entre la Ville et le bénéficiaire en sa qualité de Président du Conseil consultatif de quartier.
- Les Présidents des conseils consultatifs de quartier disposent d'un accès personnel aux Espaces collaboratifs de la Ville, en extranet, ainsi que d'un accès aux moyens d'impression, de travaux d'imprimerie et des envois de courriers de la Maison de la Démocratie.

Francis VIGUIÉ : Sur cette question, il existe un véritable débat sur la compréhension et le choix de ce qu'est un véritable budget participatif, ainsi que ce qu'est la démocratie participative. Nous en avons, je crois, déjà parlé l'année dernière. Selon moi, le Printemps de la Démocratie pouvait être une très bonne idée... à partir du moment où, comme nous l'avons indiqué lors de la campagne que notre liste À Gauche Maintenant a menée pour les élections régionales, aient lieu des grands débats. Il s'agit d'admettre que soient soumis des débats à la population, publics, contradictoires et pouvant être maîtrisés, puis tranchés par la population qui s'engage.

J'aurais, bien entendu, une série de propositions à faire. Mais tel n'est pas l'objet du débat de ce soir. Mais il s'agit d'une question fondamentale. Nous ne pouvons aborder la question de la démocratie seulement tous les 6 ans. Il s'agit de déterminer comment une ville se développe. Nous le constatons à travers un certain nombre de délibérations. Un certain nombre de points importants qui permettent de maîtriser ces choix politiques et faire en sorte que la population puisse contrôler et décider sur un certain nombre de points. Il s'agit d'un débat à part entière.

Je pointe des limites, mais cela n'est pas nouveau et je l'avais déjà fait. Une première limite vient de ce que le président est désigné sur proposition du maire. Seules sont abordées les questions ayant un lien avec le territorial ou un intérêt direct en rapport avec le quartier. Cela constitue une autre limite, rapporté à l'ensemble de la ville et aux débats qui doivent exister. De mon point de vue, il s'agit de limites réelles pour ces comités de quartier, qui ne sont pas une émanation stricte et directe du quartier, pluraliste. J'émet des doutes quant à l'élaboration. Il s'agit de comités consultatifs. Je pense qu'il faut évoluer vers des comités qui puissent s'emparer d'un certain nombre de choses et puissent décider sur un certain nombre de points. Nous aurons, je pense, l'occasion d'y revenir. La démocratie de proximité est une question de fond, assez essentielle.

Patrick VIGNAL : M. VIGUIÉ, vous êtes un vilain ! Nous vous avons invité à nos réunions. La réflexion que nous menons porte sur la place, dans nos territoires, de l'ensemble des comités. Cela va au-delà de l'expertise technique de vivre le territoire : cela revient à partager la vie des citoyens. Concernant les statuts de cette démocratie, nous les avons fait évoluer. En effet, le Président du Conseil est normalement élu pour 6 ans ; il est ici élu pour 3 ans. Preuve que cela

fonctionne et que cela n'est pas politisé : j'ai lu dimanche un excellent article du Conseil consultatif hôpitaux-facultés. Le Président y disait que les grands équipements n'y sont pas assez représentés et que la Ville ne faisait pas assez en matière de démocratie. Il s'agit vraiment de mettre en œuvre cette capacité de pouvoir et de partage. Quant aux crédits, nous réfléchissons à un fonds d'aide qui pourra être directement versé aux habitants.

La démocratie représente 10 ans de travail. Il s'agit d'un *process*, d'une organisation de l'administration d'abord – qui est en avance et je le dis en toute sincérité. Il s'agit aussi d'une réflexion avec les élus, de plus en plus transversale, y compris avec les autres collectivités. Il s'agit aussi de repenser la relation aux citoyens, pour éviter les aboyeurs et recueillir la voix de la majorité silencieuse qui vient s'exprimer aux réunions.

Nous vous inviterons à la prochaine réunion, avec Serge FLEURENCE. Mercredi, la réunion portait sur une thématique PLD. Nous avons cadré le débat en précisant que nous travaillions sur une thématique précise. Il est vrai qu'il s'agit d'un *process* nouveau, innovant. Nous n'arriverons jamais à rencontrer l'ensemble de la population. Mais nous visons à faire en sorte que ne se dise plus que les politiques ne paraissent que tous les 6 ans, à l'occasion des élections. Nous voulons aller plus loin. Hélène MANDROUX et son équipe municipale ont très envie d'aller à la rencontre des Montpelliérains tous les jours ; nous y arriverons.

En conséquence, il vous est proposé au Conseil municipal :

- de dénommer les conseils de quartier ainsi que précisé ci-dessus,
- d'accepter la composition des conseils de quartier ci-dessus proposée,
- d'approuver les modalités de fonctionnement ci-dessus définies,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Contre : 1 (M.VIGUIE)

Abstention : /

Adopté à la majorité

Messieurs VIGNAL, BOUILLE, TSITSONIS et Madame MIRAOUI sortent de la séance.
Madame GAUTIER MEIDEIROS revient en séance.

23 - Festival International des Sports Extrêmes (F.I.S.E.) Du 12 au 16 mai 2010 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Coeur"
Convention d'occupation du domaine public

Sophie BONIFACE-PASCAL : Fidèle à sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension internationale.

La Ville de Montpellier, terre d'accueil des sports Freestyle, est à nouveau, sollicitée par l'association FISE pour l'organisation du « Festival International des Sports Extrêmes Montpellier 2009 » qui se déroulera du 12 au 16 mai 2010 sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur ».

Le FISE, la plus grande compétition Européenne de sport Freestyle vient faire rêver pour cette 14^{ème} édition, avec du roller, du Bmx, du skateboard, du moutain bike et du wakeboard dans un cadre 100 % urbain.

Les meilleurs riders internationaux seront présents sur les 5 jours de l'évènement, et plus de 300 000 spectateurs sont attendus.

Cette année le FISE se met au vert en sensibilisant son public à l'environnement, avec l'usage d'un pylône électrique pour le wakeboard, en utilisant du papier recyclé pour sa communication, et des stands permettront de sensibiliser le public au tri des déchets.

Comme les années précédentes, la Ville et l'association FISE axeront leurs efforts sur la concertation avec les riverains, et feront respecter les arrêtés de sonorisation en mettant en place, par l'intermédiaire d'une société acoustique, des contrôles réguliers.

Afin de finaliser cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la Ville, précisant la nature de l'autorisation, sera signée avec les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constituant une subvention en nature eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement, le montant ainsi valorisé sera calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2009 fixant les tarifs 2010 applicables au domaine public occupé, à savoir :

Subvention en nature valorisable pour un montant de : $48000 \text{ m}^2 \times 1,40\text{€} \times 5 \text{ jours} = 336\,000 \text{ €}$

Jacques DOMERGUE : Le FISE est une très bonne chose. Je souhaite poser une question, car nous avons été alertés par des riverains. Ils nous ont signalé que, pour installer des buvettes, la Ville avait accepté d'arracher des arbres. Étant donné que nombre d'entre eux sont tombés le long de la troisième ligne de tramway, sur l'avenue de la Mer, il serait bon que nous les respections à l'endroit où nous implantons le FISE.

Sophie BONIFACE PASCAL : Il est hors de question d'arracher les arbres : ils seront déplacés de 2 mètres à 2,50 mètres. J'ajoute que, pour la comédie (1h56'20) de la santé, sera placé un écran géant sur la place de la Comédie. Cet écran géant va transmettre, pour les Montpelliérains du centre-ville, toute la manifestation sportive du FISE. Les arbres viennent d'être plantés voilà à peine un mois. Ils seront déplacés de 2 mètres à 2,50 mètres. Mon collègue Serge FLEURENCE peut répondre, ou ma collègue Perla DANAN, adjointe du quartier qui s'est occupée du problème.

Perla DANAN : Mme le Maire, chers collègues, je rappelle que la ville vient de planter 70 arbres sur le parc du FISE. Sur 70 arbres récemment plantés, 3 arbres vont être déplacés de 3 mètres, en raison d'une erreur dans les plantations. Jusqu'à preuve du contraire, la Ville a la maîtrise du plan des parcs.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la tenue de cette manifestation sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur » telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance par le service des affaires commerciales pour les espaces commerciaux ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 336 000 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52
Contre : /
Abstention : /
Adopté à l'unanimité

24 - "Montpellier Beach Masters" 6ème édition du 11 au 20 juin 2010 sur la place de la Comédie - Convention d'occupation du domaine public

Sophie BONIFACE PASCAL : La Ville de Montpellier va, à nouveau, transformer la place de la comédie en plage de sable pour accueillir la 6ème édition du "Montpellier Beach Masters".

Cette manifestation de Beach Volley accueillera des sportifs de niveau international, régional et départemental, mais également le monde des entreprises, les scolaires et le public désirant découvrir cette discipline.

Depuis 2004, le nombre de spectateurs ne cesse d'augmenter. Ils étaient 65 000 en 2009 à venir assister au spectacle. Cette année encore plus de 400 beachers amateurs et professionnels sont attendus.

Les meilleurs joueurs de la planète Beach, dont les prestigieuses paires hommes du Brésil et l'Afrique du Sud seront présentes.

300 tonnes de sable seront utilisées pour créer un terrain central. Des tribunes en accès gratuit et une plage pour les enfants et les familles en accès libre seront réalisées.

Afin de finaliser cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la Ville, précisant la nature de l'autorisation, sera signée avec les organisateurs de la Ville.

Cette autorisation constituant une subvention en nature, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, le montant ainsi valorisé sera calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2009 fixant les tarifs 2010 applicables au domaine public occupé à savoir :

Subvention en nature valorisable pour un montant de : $1\,240\text{ m}^2 \times 1.40\text{ €} \times 10\text{ jours} = 17\,360\text{ €}$

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'organisation de cette manifestation sur la place de la comédie telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance par le service des affaires commerciales pour les espaces commerciaux ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 17 360 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52
Contre : /
Abstention : /
Adopté à l'unanimité

25 - Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre de manifestations sportives Ville – Associations

Sophie BONIFACE PASCAL : La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et soutient très largement les initiatives des associations qui souhaitent organiser des évènements ou compétitions mettant en valeur le dynamisme du sport montpellierain.

Les manifestations sportives organisées le sont par des associations à but non lucratif qui satisfont toutes un intérêt général local.

Dans ce cadre, la Ville souhaite donc mettre à disposition par convention à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local de ces manifestations, les installations sportives nécessaires à leur organisation. Ces autorisations peuvent constituer des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés seront calculés en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009 fixant les tarifs 2010 applicables au domaine public occupé.

- Association Forma Fit Dance Montpellier: organisation d'une manifestation internationale Step et Hi Low au gymnase Spinosi le dimanche 2 mai 2010 de 8 h 30 à 19 h :
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 10 h 30 x 45 € = 472,50 €
- Association Escola de Capoeira Méditerranée : organisation d'un festival de capoeira adultes et enfants au gymnase Les Garrigues le samedi 8 mai et dimanche 9 mai 2010 de 10 h à 18 h et au gymnase Gambardella le jeudi 13 mai 2010 de 10 h à 18 h
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 24 h x 45 € = 1 080 €.
- Association Montpellier Viet Vo Dao: organisation de stages de viet vo dao au gymnase Gambardella le samedi 22 mai 2010 de 15 h à 19 h et le dimanche 23 mai 2010 de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 11 h x 45 € = 495 €.
- Association Vit'Halles Montpellier: organisation de la coupe de France de Fitness Individuel le dimanche 9 mai 2010 de 13 h à 18 h et un marathon de fitness cadet, junior et sénior le samedi 5 juin 2010 de 13 h à 18 h au gymnase Olympie
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 10 x 45 € = 450 €.
- Comité Exécutif National est chargé du Rassemblement National des Malgaches à Montpellier les 3, 4 et 5 avril 2010. Cet évènement véhicule des valeurs d'engagement, de tolérance, de respect, de solidarité et de fraternité, tout en intégrant l'esprit de compétition. C'est le principal rendez-vous de la communauté malgache en Europe dont le sport et la culture sont les principales activités. De nombreuses installations ont été mises en disposition.
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 13 705 €, se décomposant ainsi :
Le samedi 3 et dimanche 4 avril 2010
5 terrains de football soit 100 h x 35 € = 3 500 €
5 gymnases soit 85 h x 45 € = 3 825 €
1 terrain de rugby soit 2 h x 35 € = 70 €
7 courts de tennis soit 91 h x 40 € = 3 640 €
1 terrain de beach volley soit 30 h x 7 € = 210 €
1 boulodrome soit 30 h x 7 € = 210 €
Le samedi 3, dimanche 4 et lundi 5 avril 2010 :
Palais des Sports Pierre de Coubertin soit 50 h x 45 € = 2 250 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local que représentent ces manifestations ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants suivants :

Associations	Montant de la subvention en nature valorisable
Association Forma Fit Dance	472,50 €
Association Escola de Capoeira Méditerranée	1 080 €
Association Montpellier Viet Vo Dao	495 €
Association Vit'Halles Montpellier	450 €
Association C.E.N	13 705 €

- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions afférentes.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

26 - Halles de sport départementales - Les Garrigues, Arthur Rimbaud, François Rabelais - Conventions d'occupation entre la Ville de Montpellier, le Conseil Général de l'Hérault et les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement

Sophie BONIFACE PASCAL : Par conventions approuvées par délibération du Conseil Municipal en date du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a accepté la mise à disposition par le Conseil Général de l'Hérault qui lui en a confié la gestion pour une durée de six ans renouvelable par tacite reconduction, des gymnases les Garrigues et Arthur Rimbaud.

En septembre 2010, la halle de sport « François Rabelais » en cours de finition, proche du collège, sera livrée.

Le Conseil Général propose comme pour les deux autres halles de sport construites sur le territoire Montpelliérain, de mettre à disposition de la Ville de Montpellier cette nouvelle installation, selon des modalités de fonctionnement identiques, à savoir :

- occupation consentie à titre gratuit,
- coûts de fonctionnement supportés par la Ville,
- mise à disposition des installations le soir, les week-ends et les vacances scolaires pour les associations sportives du quartier,
- versement par le Conseil Général d'une participation financière pour l'utilisation des installations par les élèves des collèges pendant les heures scolaires selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, il est proposé à la Ville de signer les conventions de mises à disposition désormais renouvelables par tacite reconduction concernant les halles de sports Les Garrigues, Arthur Rimbaud, et François Rabelais.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les conventions d'occupation par la Ville de Montpellier, des halles de sports départementales Les Garrigues, Arthur Rimbaud et François Rabelais,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer ces conventions entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

27 - GYMNASSE SPINOSI - Autorisation de signer l'Avenant n° 2 - Lot n° 2 : Charpente métallique – Couverture – Bardage

Sophie BONIFACE PASCAL : Par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juillet 2008, l'entreprise : SAS LANDRAGIN, a été attributaire du marché de travaux pour la réalisation du lot n° 2 : Charpente Métallique – Couverture et Bardage.

Le marché a été notifié le 22 août 2008 pour un montant de 569 847,09 € H.T.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, il est nécessaire de réaliser les prestations suivantes :

- Mise en place d'un système anti chute pour le nettoyage, le contrôle et l'entretien de la surface de panneaux photovoltaïques en toiture du gymnase : 80 mètres linéaires de « ligne de vie ».

Il est donc proposé de passer un avenant n° 2 avec l'entreprise SAS LANDRAGIN sise 30034 Nîmes, titulaire du lot n° 2 : Charpente Métallique – Couverture et Bardage.

Un avenant n° 1 concernant la modification du complexe de la toiture avait porté sur la modification d'un certain nombre de points d'appuis et de poutres de portée assurant la stabilité pour un montant de 9 000,00 Euros H.T.

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, le nouveau montant du marché s'élève à :

Lot	Entreprise	Montant initial du marché en Euros H.T.	Montant de l'Avenant n° 1	Montant de l'Avenant n° 2	Nouveau Montant du marché en Euros H.T.	Pourcentage : Montant des Avenants / Montant marché initial
2 – Charpente / Couverture et Bardage	SAS LANDRAGIN 3034 Nîmes	569 847,09	9 000,00	3 350,00	582 197,09	2,17 %

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la passation de cet avenant n° 2 dans le cadre de l'opération ci-dessus rappelée ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville – Direction de la Réussite Educative de la Jeunesse et des Sports.
- d'autoriser Madame le maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer l'avenant n° 2 avec l'entreprise et plus généralement, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Monsieur ABBOU sort de la séance.

28 - Ecole maternelle Olympe de Gouges - Ecole maternelle Yourcenar-Mitterrand - Ecole élémentaire Rabelais - Extension de la capacité d'accueil par la mise en place de bâtiments modulaires préfabriqués - Autorisation de déposer les permis de construire

Jean-Louis GELY : La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique de réussite éducative, a effectué la construction de plusieurs écoles afin de permettre la scolarisation de nombreux enfants venus avec leurs familles habiter dans les différents programmes de logements neufs sur la ville.

Dans la ZAC Malbosc, de par la volonté et les efforts de la Ville de Montpellier pour promouvoir l'accès aux logements de familles à revenus modestes et intermédiaires, il est constaté l'arrivée importante d'une population jeune, avec enfants en bas âge.

Dans la ZAC Ovalie, le besoin en locaux supplémentaires est lié à l'accueil provisoire des élèves de l'école Beethoven, suite à l'incendie survenu fin décembre 2009 et qui a totalement détruit les locaux.

Ainsi, pour faire face à cet afflux d'élèves, il est aujourd'hui nécessaire d'augmenter les capacités d'accueil de trois écoles situées dans les secteurs précités, par la mise en place de bâtiments modulaires préfabriqués, et ce, à titre transitoire.

- A l'école maternelle Olympe de Gouges, ZAC Ovalie, il sera mis en place un bâtiment destiné à l'équivalent de deux salles de classe de 52 m² chacune.
- A l'école maternelle Yourcenar-Mitterrand, ZAC Malbosc, deux salles de classes de 60 m² chacune seront également implantées, associées à un local de 34 m² et des sanitaires de 11 m².
- A l'école élémentaire Rabelais, ZAC Malbosc, trois salles de classes seront implantées provisoirement dans la partie du parc jouxtant l'école, permettant ainsi l'agrandissement de la cour de récréation d'environ 350 m².

Le montant global de cette opération est estimé à : 431 000 € TTC, crédits répartis comme suit :

- Ecole maternelle Olympe de Gouges : 141 500 € TTC
- Ecole maternelle Yourcenar – Mitterrand : 121 500 € TTC
- Ecole élémentaire Rabelais : 168 000 € TTC

Par ailleurs, même provisoires ces implantations de bâtiments modulaires nécessitent le dépôt d'un permis de construire.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'extension des écoles précitées dans les conditions sus exposées,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire, et notamment les permis de construire afférents.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame GAUTIER MEIDEIROS sort de la séance.

29 - Halte-garderie Mary POPPINS - Quartier Croix d'Argent - Demande de déclaration préalable

Françoise PRUNIER : La ville de Montpellier poursuit une politique dynamique d'entretien du parc d'établissements communaux d'accueil de jeunes enfants avec pour objectif la solidarité et l'équipement social des quartiers.

Dans ce contexte, a été programmée la restructuration, suite à des affaissements de terrain, de la halte garderie Mary Poppins dans le quartier Croix d'Argent, comprenant notamment :

- Le renforcement des fondations par un procédé technique adapté,
- La création d'un espace de jeux extérieurs
- La mise en œuvre d'une isolation thermique par l'extérieur
- La rénovation intérieure de l'établissement.

La maîtrise d'œuvre sera confiée à un bureau d'études spécialisé en ingénierie constructive qui sera désigné à l'issue d'un marché à procédure adaptée. Ces travaux seront exécutés après une consultation d'entreprises selon des marchés à procédure adaptée. Ils nécessitent également le dépôt d'une déclaration préalable.

Le coût d'objectif est estimé à 290 000 € TTC. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'adopter le principe de l'opération présentée ci-dessus de la halte garderie Les Chats Bottés ;
- D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable nécessaire à la réalisation desdits travaux ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire et, notamment, la déclaration préalable afférente.

Pour : 50
Contre : /
Abstention : /
Adopté à l'unanimité

Messieurs DUMONT et JULIEN quittent définitivement la séance. Madame MIRAOUI revient en séance.

30 - Convention Ville/CAF pour favoriser l'accueil des enfants des publics en insertion

Françoise PRUNIER : La prise en charge des enfants est essentielle pour faciliter l'intégration des parents en parcours d'insertion. En effet, ceux-ci ont besoin de temps d'accueil adaptés, sur des créneaux irréguliers et sont souvent réputés, à tort, pouvoir faire face à la garde de leurs enfants en raison de leur faible activité.

Désireux d'offrir une avancée qualitative dans ce domaine, la CAF, agissant comme responsable de l'accompagnement social des mono parents bénéficiaires du RSA et la Ville, ont conclu un partenariat pour l'accueil des enfants des publics concernés.

A ce titre, la ville réserve un contingent de 25 places d'accueil occasionnel réparties sur tout le territoire qui seront dévolues à l'accueil de ces familles, sur saisine du référent unique de la CAF.

Après étude, il est demandé au conseil municipal :

- D'approuver le principe de partenariat entre la ville et la CAF pour la prise en charge des familles en insertion,
- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer la convention ci jointe et tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49
Contre : /
Abstention : /
Adopté à l'unanimité

Madame MOSCHETTI-STAMM et Monsieur ROUMEGAS quittent définitivement la séance.

31 - Convention d'exploitation du domaine public - Manège de l'Esplanade - Désignation de l'exploitant

Marc DUFOUR : La convention d'exploitation du manège de l'Esplanade Charles de Gaulle est arrivée à échéance le 31 décembre 2009, une procédure d'appel à candidatures a été lancée le 19 novembre 2009 avec une publicité dans un journal d'annonces légales.

Un seul candidat a répondu à cette consultation, il s'agit du gérant de la S.A.R.L « Salvador », Mme Maton-Salvador, actuelle concessionnaire.

Le dossier de candidature de la S.A.R.L. Salvador répondant aux critères professionnels et commerciaux exigés, nous proposons d'accepter la candidature de la S.A.R.L. « SALVADOR ».

La convention entre la Ville et l'exploitant serait conclue pour une durée de 3 ans. Le montant de la redevance est fixé à 5683 € pour l'année 2010, sur la base du tarif 2009, réévaluée de 2%. Cette réévaluation sera reconduite au 1^{er} janvier de chaque année.

Après examen de cette affaire, il vous est proposé :

- d'accepter la candidature de la S.A.R.L. « Salvador » en tant qu'exploitant du manège de l'Esplanade pour une durée de 3 ans ;
- d'accepter le projet de convention ci-joint ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame BIGAS sort de la séance avec sa procuration.

32 - Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Compagnie IBM France (SAS) - Autorisation d'exploiter un site d'hébergement de serveurs informatiques

Régine SOUCHE : Par arrêté n° 2010-1-755 en date du 8 mars 2010, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui se déroulera du mardi 6 avril 2010 au vendredi 7 mai 2010 inclus, en conséquence de la demande formulée par Monsieur HELSEN, Directeur d'établissement d'IBM France à Montpellier, dont le siège social est situé au 2, avenue Gambetta à Courbevoie (92400), qui sollicite l'autorisation d'exploiter un centre d'hébergement informatique comprenant des installations de réfrigération, au 83, impasse Pierre Magnol – Parc Euromédecine à Grabels (34790).

Le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier doit rendre un avis car le rayon d'affichage est de 1km autour du site d'IBM basé, impasse Pierre Magnol à Grabels (34790), c'est-à-dire à 20 mètres du territoire communal de la Ville de Montpellier.

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-14 à R.512-25, sous les rubriques 1432, 2910-A-2, 2920-2 et 2925 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le site d'hébergement de serveurs informatiques de Grabels comptabilisera sur son site jusqu'à huit personnes. Cinq agents d'IBM et un gestionnaire des installations techniques seront présents de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, ainsi que deux gardes fonctionnant en 2 x 8 heures. Le site est interdit au public et à toute personne non habilitée par la société IBM.

Sous réserve de la prescription technique suivante : « que la mesure compensatoire de type rideau d'eau soit effectivement installée afin de limiter les risques en cas d'incendie sur l'aire de

dépotage», et après examen du dossier, dont les conclusions techniques sont annexées à la présente, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à l'exploitation de ces installations.

Pour : 45

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Monsieur ASLANIAN quitte définitivement la séance. Madame PRUNIER sort de la séance.
Monsieur TSITSONIS revient en séance.

33 - Conseil de protection féline de l'Hérault -Autorisation de signer la convention de partenariat

Régine SOUCHE : Par délibération en date du 8 février 2010, la Ville de Montpellier dans le cadre de son soutien aux activités visant à la protection des animaux et de l'environnement et considérant les actions menées en faveur de la gestion de la présence de l'animal dans la ville a alloué une subvention d'un montant de 3 000 € à l'association « conseil de protection féline de l'Hérault ».

Cette attribution de subvention est assortie d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par une convention type jointe en annexe et précisant les obligations respectives des signataires.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier s'engage à procéder à la capture des chats errants via son unité de capture dédiée et à prendre en charge ces animaux dès leur capture jusqu'à leur remise à l'association pour convalescence après intervention vétérinaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention annexée à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'ajointe au maire déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Pour : 44

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame GAUTIER MEIDEIROS revient en séance.

34 - Interventions de sécurité, gardiennage, ouverture et fermeture de locaux - Autorisation de signer le marché

Régine SOUCHE : Par décision en date du 17 juin 2009, la Ville a confié à la société GIP LR des prestations de sécurité, gardiennage, ouverture et fermeture de locaux. Ce marché avait été conclu pour une durée de six mois reconductible une fois et venant à échéance le 5 juillet 2010.

Pour réaliser ces prestations, il a été lancé le 2 février 2010 un appel d'offres ouvert conformément aux articles 33 3^{ème} alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

Les prestations feront l'objet de bons de commande pour un montant annuel compris entre 30 000 € et 350 000 € HT.

Ce marché conclu pour une période d'un an à compter de sa notification pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

La commission d'appel d'offres réunie le 6 avril 2010 a émis un avis favorable pour l'attribution du marché base et option télésurveillance à la société GIP LR présentant l'offre économiquement la plus avantageuse compte tenu des critères de choix, à savoir :

La valeur technique appréciée au travers du mémoire technique, 60 %,

La valeur économique des prestations, 40 %.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint au maire délégué, à signer le marché avec la société GIP LR et plus généralement tous les documents relatifs à affaire

Pour : 42

Contre : 3 (Les Verts et M.VIGUIE)

Abstention : /

Adopté à la majorité

35 - Maintenance du système de vidéosurveillance urbaine - Autorisation de signer le marché

Régine SOUCHE : La Ville a confié à la société SOGETREL des prestations de maintenance préventive et corrective du système de vidéosurveillance urbaine par marché conclu pour une durée d'un an reconductible trois fois par périodes d'un an et venant à échéance le 30 juin 2010.

Pour réaliser ces prestations, il a été lancé le 19 janvier 2010 un appel d'offres ouvert conformément aux articles 33 3^{ème} alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

Les prestations feront l'objet de bons de commande pour un montant annuel compris entre 5 000 et 50 000 € HT.

Ce marché conclu pour une période d'un an à compter de sa notification pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

La commission d'appel d'offres réunie le 6 avril 2010 a émis un avis favorable pour l'attribution du marché à la société CIRCET présentant l'offre économiquement la plus avantageuse compte tenu des critères de choix, à savoir :

La valeur technique appréciée au regard du mémoire technique, 60 %,

La valeur économique des prestations, 40 %.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment le marché avec la société CIRCET.

Pour : 42
Contre : 3 (Les Verts et M.VIGUIE)
Abstention : /
Adopté à la majorité

Madame PRUNIER revient en séance.

36 - Modification des tarifs 2010 - Fourrière automobile

Régine SOUCHE : Considérant la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2009 « Tarifs 2010 pour la Ville de Montpellier – Approbation » ;

Considérant l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles ;

La présente délibération a pour objet l'actualisation du tarif « fourrière » comprenant par véhicule l'enlèvement, l'expertise et dix jours de gardiennage. Ce tarif est porté à 217€ au lieu de 198,50€.

Nathalie GAUTIER MEDEIROS : Je n'interviens nullement pour contester la hausse des tarifs de la fourrière, mais pour demander où en est la tenue de la commission de contrôle financier des délégations de service public. En effet, la première commission qui s'est tenue l'an dernier avait mis en avant un gros problème avec la fourrière, notamment des pertes et une opacité totale. Je souhaite donc savoir quand va se tenir cette deuxième réunion de commission et quand nous pourrions lancer un audit sur cette fourrière qui, semble-t-il, ne fait pas vraiment son travail.

Mme le Maire : Mme QVISTGAARD devrait convoquer cette commission. Il existe en effet des difficultés avec l'exploitant. Mais cela va se faire. Si elle arrive, nous lui poserons la question. La réunion devrait se tenir, mais il existe quelques problèmes avec l'exploitant.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'adopter le nouveau tarif de fourrière, soit 217 €par véhicule,
- De préciser qu'il sera applicable à compter de la transmission de la présente délibération aux services préfectoraux,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint au maire délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

Pour : 45
Contre : 1 (M.VIGUIE)
Abstention : /
Adopté à la majorité

Monsieur Hervé MARTIN sort de la séance. Madame BIGAS revient en séance avec sa
procuration.

37 - Convention relative aux travaux d'enfouissement des mobiliers enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés

Serge FLEURENCE : Sur un certain nombre de sites sensibles, en particulier dans les centres anciens dont les immeubles ne disposent pas de locaux à déchets, l'utilisation des conteneurs disposés en des points de regroupement conduit à dégrader la perception de l'espace public en termes d'esthétique, d'encombrement de l'espace et de propreté, du fait de la présence récurrente de dépôts en tout genre au pied des conteneurs ou de la difficulté à les maintenir propres.

Un dispositif plus moderne, plus adapté, de meilleure qualité, d'optimisation de l'esthétique, d'amélioration des conditions sanitaires nous oriente vers la mise en place de conteneurs enterrés.

Ce projet dont l'objectif demeure l'embellissement de notre centre historique doit combiner les contraintes d'une gestion technique quotidienne d'un espace habité par plusieurs milliers de personnes (collecte déchets...), d'une zone à forte production de déchets commerciaux et d'un lieu de centralité avec de nombreux passants et touristes.

Le Conseil communautaire, lors de la séance en date du 26 novembre 2009 a approuvé un modèle de convention, ci-joint, régissant la répartition des prestations et des charges entre la communauté d'agglomération et ses communes. Les principes actés par cette convention établissent que les communes prennent en charge les travaux de génie civil (excavation, fouilles, dévoiement des réseaux, reprise des revêtements), la Communauté d'agglomération prenant à sa charge l'acquisition du mobilier, sa pose, son entretien, sa maintenance, et son renouvellement en tant que besoin. Cette répartition conduit à un financement de l'installation sensiblement à parts égales.

Pour atteindre cet objectif les services de la Ville et ceux de la Communauté ont constitué un groupe de travail en partenariat et concertation avec les comités de quartiers, la Chambre de Commerce et d'Industrie, les associations de commerçants. La sélection des emplacements des conteneurs enterrés tient compte de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, de la distance à parcourir pour le dépôt des déchets pour les résidents ou gestionnaires d'activités commerciales (distance maximum 80 m), du volume des déchets à collecter, du cubage des installations, du gabarit des véhicules de collecte adaptés aux voies, du respect de l'environnement, de l'encombrement du sous sol (présence de réseaux, retour de caves), des circuits de collecte pour minimiser la rotation des camions et limiter le nombre de collectes.

Pour l'écusson, 67 sites ont été sélectionnés pour pouvoir retenir, après sondage, 30 à 35 points d'apports volontaires pour la collecte des ordures ménagères résiduelles en conteneurs enterrés, voir carte ci-jointe.

Cette opération est inscrite dans le plan pluriannuel d'investissement de la Ville, (LC 17 442). Elle est dotée de 300 000 € en 2010 et de 200 000 € en 2011.

La mise en place de ces conteneurs enterrés dans l'écusson est complétée par plusieurs actions visant à renforcer la qualité de l'espace public :

- La collecte des encombrants sur appel téléphonique, l'extension de la collecte en sac jaune pour les déchets recyclables aux faubourgs, la collecte des cartons des commerces qui se fait depuis quelques semaines le soir après 18h30. La conjugaison de ces modes de collecte permettra de dégager l'espace public des déchets entre 9h et 18h. Ces règles simples, associées à une campagne de sensibilisation, nous permettrons d'appliquer plus facilement le règlement de propreté.

- Parallèlement à cet effort pour l'hyper centre, 17 conteneurs enterrés pour la collecte des ordures ménagères et 3 pour la collecte du verre, sont à l'étude par TAM, dans le cadre de la ligne III de tramway, pour équiper en conteneurs enterrés les abords de cette ligne dans le secteur Gambetta - Saunerie.
- Enfin dans le cadre de l'aménagement des ZAC, la Ville et la SERM ont décidé de mettre en place des colonnes enterrées pour la collecte du verre et du papier en point d'apport volontaire. Dans ce cas la réalisation de ces équipements est entièrement supportée par le programme de l'opération. L'implantation de ces colonnes enterrées se fait sur propositions communes de la SERM et de la Communauté d'agglomération, implantations validées ensuite par les services de la Ville. La Ville transférant ces équipements lors de leur mise en service à la Communauté d'Agglomération.

Mme le Maire : Voilà une bonne décision, que d'enfouir tous ces mobiliers qui ne sont vraiment pas esthétiques et autour desquels les gens font n'importe quoi. Il me semble bon que nous travaillions en collaboration avec l'agglomération, les architectes des Bâtiments de France. En somme : que nous tenions compte de l'environnement, car ce centre-ville mérite que nous nous y attachions.

Par conséquent, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de cette convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, convention définissant les conditions administratives et techniques relatives à la réalisation des aménagements concernés sur le domaine public communal,
- D'autoriser Madame Le Maire, ou Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment cette convention.

Pour : 47

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

38 - Contrôle, maintenance et création des équipements publics de défense incendie, lavage et puisage - Marché à bons de commande - Autorisation de signer le marché

Serge FLEURENCE : La Ville gère le contrôle, la maintenance, l'entretien et la création des équipements publics de défense incendie, de lavage et de puisage implantés sur l'ensemble de la commune de Montpellier. Il assure également les grosses réparations et implantations nouvelles.

Ces travaux sont effectués régulièrement tout au long de l'année ce qui impose une organisation de travaux sur marché à bons de commande. En effet ce type de marché est le seul qui offre une flexibilité adaptée aux nombreuses interventions.

Une consultation selon une procédure adaptée en application de l'article 28 suivant les dispositions de l'article 77 du code des marchés publics a été lancée selon les modalités suivantes :

- Marché à bons de commande
- Ce marché comporte deux lots :
 - Lot 1 : travaux pour le contrôle, la maintenance et l'entretien
 - Lot 2 : grosses réparations et créations

- Estimation des travaux :
 - Lot 1 : seuil minimum 40 000€ H.T. seuil maximum 80000€ H.T.
 - Lot 2 : seuil minimum 160 000€ H.T. seuil maximum 320 000€ H.T.
- Durée du marché : 1 an reconductible trois fois.
- Critères de sélection :
 - Valeur technique appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique : 60%
 - Prix unitaire évalué par application à une opération type : 40%

Lors de sa séance du 06 avril 2010 la Commission d'appel d'offres a attribué le marché :

- Lot 1 à l'entreprise **VEOLIA**
- Lot 2 à l'entreprise **SCAM**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général : Nature : 2315 Fonction 816 Programme 50086

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure,
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

39 - Modernisation du système d'alerte de crue - Autorisation de demande de subvention

Serge FLEURENCE : La Ville de Montpellier assure la prévention du risque pluvial à partir d'un système d'alerte hydrométéorologique. Ce système a été mis en place en 1999 et son état vieillissant peut induire un niveau de sécurité insuffisant pour son fonctionnement en période de crise. Le Maire devant assurer la sécurité de la population par rapport au risque inondation, il a été proposé de moderniser ce système d'alerte hydrométéorologique.

Le projet comprend 3 axes d'amélioration :

- le développement de l'instrumentation,
- la sécurisation des communications,
- l'amélioration de la supervision, avec notamment un accès depuis l'extérieur par connexion internet.

Le coût du projet est estimé à 525 000 € H.T. Les travaux doivent s'étaler entre novembre 2010 et juin 2013. Ce projet a été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 2009 / 632, datée du 14 décembre 2009.

Après une consultation approfondie des partenaires, les possibilités de financement ont été étudiées dans le détail. Le montant des subventions attendues pourrait être de l'ordre de 90%, avec la répartition suivante :

- FEDER : 50%,
- Conseil Régional : 20%,
- Etat : 20%.

Ce type de projet s'inscrit pleinement dans le domaine d'intervention du FEDER (Mesure 1 – Prévenir les risques naturels ; Action 2.1.2. – Améliorer la surveillance et l'alerte en vue de la gestion de crise). Le Conseil régional et l'Etat sont également intéressés par ce projet appréhendé à l'échelle des bassins versants, ce qui garantira une économie d'échelle significative pour les collectivités concernées, grâce à une mise à disposition de données stratégiques.

En conséquence, nous vous proposons :

- de solliciter auprès de nos différents partenaires les subventions aux taux indiqués ci-dessus,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

40 - Travaux de désembâclement du Lez et de la Mosson - Autorisation de demande de prorogation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique

Serge FLEURENCE : La Ville de Montpellier assure l'entretien régulier des cours d'eau. Sans cet entretien, l'accumulation d'embâcles pourrait aggraver les inondations lors des prochaines crues importantes, avec des impacts sur les biens et les personnes dans les secteurs urbanisés.

Pour assurer la cohérence des travaux à réaliser sur l'ensemble du bassin versant Lez-Mosson, le Syndicat du Bassin du Lez (SyBLe) a réalisé en tant que maître d'ouvrage l'étude d'un plan de gestion. Ce plan a défini par cours d'eau les travaux qu'il convient d'effectuer.

Suite à ce plan de gestion, en 2009 une première campagne de désembâclement a été réalisée sur le bassin versant du Lez, avec l'appui du SyBLe pour le montage et le suivi des travaux. Pour la réalisation de cette première campagne de travaux, une convention constitutive de groupement de commande avait été passée avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les autres communes concernées. Le projet de convention avait été approuvé par délibération du Conseil municipal (n° 2008 / 449), datée du 24 juillet 2008.

Pour l'année 2010, le plan de gestion définit une nouvelle campagne de travaux. Ces travaux portent sur le cours d'eau de la Mosson :

- contrôler l'état sanitaire de la ripisylve : abattre les arbres dont la stabilité est menacée, réaliser des coupes sélectives pour pérenniser une ripisylve adaptée et diversifiée,
- gérer et dégager le lit mineur : gérer les atterrissements et la végétation associée, enlever les embâcles mobiles, enlever les épaves et déchets flottants...

Le montage de l'opération et le suivi de ces travaux seront à nouveau assurés par le SyBLe.

Selon les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'environnement, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. Toutefois la maîtrise d'ouvrage de ces travaux peut

être portée par les communes concernées, ou leur groupement compétent, dans le cadre d'une procédure de déclaration d'intérêt général (D.I.G). En 2009 le SyBLe a mené à bien la procédure de D.I.G. pour le bassin Lez-Mosson (arrêté préfectoral du 30/12/2008, valable un an).

Compte-tenu de la nature et de l'emprise des travaux, et après consultation de la Direction départementale des territoires et de la mer, l'arrêté préfectoral du 30/12/2008 peut être prolongé pour une durée d'un an à titre exceptionnel.

En conséquence, nous vous proposons :

- de solliciter M. le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, pour la demande de prolongation de l'arrêté préfectoral du 30/12/2008 autorisant la Ville de Montpellier à réaliser ces travaux sur le territoire communal,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

41 - Travaux de désembâclement du Lez et de la Mosson - Autorisation de demande de subventions

Serge FLEURENCE : La Ville de Montpellier assure l'entretien régulier des cours d'eau. Sans cet entretien, l'accumulation d'embâcles pourrait aggraver les inondations lors des prochaines crues importantes, avec des impacts sur les biens et les personnes dans les secteurs urbanisés.

Pour assurer la cohérence des travaux à réaliser sur l'ensemble du bassin versant Lez-Mosson, le Syndicat du bassin du Lez (SyBLe) a réalisé en tant que maître d'ouvrage l'étude d'un plan de gestion. Ce plan a défini par cours d'eau les travaux qu'il convient d'effectuer. Suite à ce plan de gestion, en 2009 une première campagne de désembâclement a été réalisée sur le bassin versant du Lez, avec l'appui du SyBLe pour le montage et le suivi des travaux. Pour la réalisation de cette première campagne de travaux, une convention constitutive de groupement de commande avait été passée avec la Communauté d'agglomération de Montpellier et les autres communes concernées. Le projet de convention avait été approuvé par délibération du Conseil municipal (n° 2008 / 449), datée du 24 juillet 2008.

Pour l'année 2010, le plan de gestion définit une nouvelle campagne de travaux. Ces travaux portent sur le cours d'eau de la Mosson :

- contrôler l'état sanitaire de la ripisylve : abattre les arbres dont la stabilité est menacée, réaliser des coupes sélectives pour pérenniser une ripisylve adaptée et diversifiée,
- gérer et dégager le lit mineur : gérer les atterrissements et la végétation associée, enlever les embâcles mobiles, enlever les épaves et déchets flottants...

Le montage de l'opération et le suivi de ces travaux seront à nouveau assurés par le SyBLE. Le coût estimé des travaux sur la commune de Montpellier est de 35 000 € T.T.C. Ces travaux étant éligibles, il est proposé de solliciter les subventions associées auprès de ces différents partenaires :

- FEDER (Fonds européen de développement régional) : 50%
- Agence de l'Eau RMC : 30%
- Département de l'Hérault : 10%
- Pour un total attendu de : 90%

La date de début des travaux est prévue pour septembre 2010

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver la mise en œuvre du plan de gestion et les travaux sur la Mosson pour 2010,
- de solliciter les aides financières auprès des partenaires concernés,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame DOMBRE COSTE sort de la séance.

42 - Travaux de maintenance des équipements de signalisation tricolore des carrefours à feux des 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} lignes de tramway - Autorisation de signer le marché

Serge FLEURENCE : Le présent marché a pour objet les travaux de maintenance des équipements de signalisation tricolore lumineuse des carrefours à feux des 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} lignes de tramway sur la ville de Montpellier (mise en service de la 3^{ème} ligne de tramway prévue en 2012).

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé selon une procédure adaptée, en application de l'article 28 du code des marchés publics.

Le montant annuel des travaux est le suivant :

- seuil minimum : 100 000,00 € HT
- seuil maximum : 700 000,00 € HT

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

♣ au niveau des candidatures :

- garanties techniques et financières
- références professionnelles : qualifications et références de l'entreprise

♣ au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard d'un cadre de mémoire technique (60 %)
- niveau de prix (40 %)

La commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 6 avril 2010, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse proposée par le groupement SNEF / SOTEM.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2010

Il est conclu pour une période d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois, soit une validité maximum de quatre ans.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution du marché n° OM 422500 au groupement SNEF / SOTEM
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

43 - Signalisation horizontale - lot 1 - avenant de transfert

Serge FLEURENCE : Le marché « signalisation horizontale », n°E59, est utilisé pour assurer la maintenance et la réalisation de la signalisation routière horizontale (marquage au sol).

Ce marché est fractionné en deux lots géographiques :

- lot 1 : Mosson – Cévennes - Croix d'Argent - Près d'Arènes et Port Marianne,
- lot 2 : Hôpitaux-Facultés et Centre.

La Commission d'Appel d'Offres du 18 septembre 2006 a attribué le marché à l'entreprise GIROD LINE pour le lot 1. Approuvé en Conseil Municipal le 6 novembre 2006, le marché a pris effet le 29 novembre 2006. La durée de validité est d'un an, reconductible trois fois : soit une durée maximale de quatre ans. Le marché est constitué d'un montant minimum annuel de 80 000 € HT et d'un montant maximum annuel de 320 000 € HT.

Suite à la cession de la branche d'activité de signalisation horizontale par GIROD LINE au profit de LANGUEDOC ROUSSILLON SIGNALISATION (LRS), l'entreprise LRS devient de ce fait le nouveau titulaire du marché initial. Ainsi, l'entreprise LRS répond des droits et obligations du marché; les clauses et conditions du contrat initial restant inchangées.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :

- prendre acte du nouveau contractant, titulaire du marché susvisé, suite à la cessation d'activité du titulaire initial ;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à céder le marché à la société acquéreur ;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

44 - Nettoyement des espaces verts dans divers lieux de la Ville - Autorisation de signer le marché.

Serge FLEURENCE : Le présent dossier a pour objet le marché de nettoyage des espaces verts en divers lieux de la ville pour une durée d'un an, reconductible trois fois.

1 - PRESENTATION DU MARCHE

Les prestations confiées à l'entreprise concernent le nettoyage d'une trentaine d'espaces verts, à savoir le nettoyage et balayage des espaces piétonniers, des circulations et espaces végétalisés, le vidage des corbeilles à papier, le nettoyage des réceptacles des eaux pluviales, caniveaux, enlèvement des feuilles mortes et évacuation des déchets. Ces prestations concernent également le nettoyage des toilettes sur 3 sites.

Par ailleurs, des prestations occasionnelles effectuées à la demande de la Ville sont prévues : évacuation de déchets après manifestations, par exemple, ou nettoyage ponctuel d'un espace vert.

Il s'agit d'un marché à bons de commande avec un mini de 200 000 € HT et maxi de 800 000 € HT par an.

2 - FINANCEMENT

Le financement est assuré par les crédits inscrits sur les lignes budgétaires

Nature	61521
Ligne de crédit	16212
Fonction	928231

3 - RAPPEL DE LA PROCEDURE

La date limite de remise des offres a été fixée au 29 mars 2010 à 17h00. Les plis ont été ouverts le 30 mars 2010, en présence de Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint Délégué. Après l'analyse du mémoire technique et des propositions financières, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 13 avril 2010 a retenu l'entreprise suivante : SUD SERVICE.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'attribuer le marché mentionné ci-dessus à l'entreprise SUD SERVICE,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

45 - Interventions de sécurité, gardiennage et ouverture/fermeture de locaux municipaux et sites - Autorisation de signer l'Avenant n° 1 pour le lot 2 du marché

Serge FLEURENCE : Par Délibération du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a confié le lot 2 du marché de service pour les interventions de sécurité, gardiennage et ouverture, fermeture de locaux municipaux et sites, à la Société L.C.E pour l'ouverture et la fermeture des jardins de la Ville, pour un montant minimum de : 100 000,00 € H.T et maximum de 200 000,00 HT.

Néanmoins, des prestations supplémentaires doivent être exécutées par l'entreprise adjudicataire pour les raisons suivantes :

- ↳ Augmentation des nuisances nocturnes dans certains parcs de la Ville
- ↳ De nouveaux parcs ou squares ont été ouverts au public depuis 2007 : Edith Piaf, Mas Perrette, Diane, Font Colombe, Beaux Arts, Marathon, Bel Juel, Renaudot, A. Adanson, Peyrou, Camille Ernst, Philippides (cheminement piéton à venir)

De ce fait, il est nécessaire d'augmenter les prestations et de signer un avenant pour un montant supplémentaire de 52 785,00 € HT pour la Société L.C.E, ce qui porte le montant maximum du marché à : 252 785,00 € HT. La plus-value s'élève donc à 26,40 % du contrat initial.

Ces modifications doivent être constatées par l'avenant n° 1 au lot 2 du marché 6E69114B.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment l'Avenant n°1 joint en annexe à la délibération.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

46 - Modification du TABLEAU DE L'EFFECTIF

Serge FLEURENCE :

1- CREATIONS DE POSTES :

Filière technique :

Adjoint technique 2^{ème} classe : création de 5 postes à temps complet compensés par 5 suppressions à temps non complet pour ajuster les postes budgétaires à l'organisation des services.

2- SUPPRESSIONS DE POSTES :

Filière administrative :

Directeur : suppression d'un poste suite à la réorganisation de la DDPVA et à la fusion des 2 services existants.

Adjoint administratif 1^{ère} classe : suppression de 2 postes suite à la nomination de 2 agents sur cadre d'emploi supérieur.

Filière animation :

Adjoint d'animation 2^{ème} classe : suppression de 2 postes suite à la nomination de 2 agents sur grade supérieur.

Filière médico sociale :

Puéricultrice classe normale : suppression d'un poste suite au reclassement d'un agent sur la filière administrative.

Filière technique :

Ingénieur principal : suppression d'un poste suite départ à la retraite et remplacé sur un autre grade.

Agent de maitrise : suppression d'un poste suite départ à la retraite et remplacé sur un autre grade.

Adjoint technique 2^{ème} classe : suppression de 5 postes à temps non complet suite au départ de 5 agents pour qui, ils avaient été maintenus afin de garantir leur situation individuelle dans le cadre de la résorption de précarité.

3 - AUTORISATION DE RECRUTEMENTS D'AGENTS NON TITULAIRES SUR POSTES VACANTS :

Direction de la Communication :

Un poste d'attaché de presse est vacant à la Direction de la communication. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.
Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Un poste d'attaché de communication est vacant à la Direction de la communication. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.
Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction des Finances et du Contrôle de gestion :

Un poste d'attaché est vacant au service Contrôle de gestion, à compter du 1^{er} juin 2010. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine du contrôle de gestion.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

47 - Actualisation du REGIME INDEMNITAIRE : création d'un régime indemnitaire spécifique aux adjoints techniques exerçant les fonctions de soigneur animalier et de cuisinier au sein du Parc zoologique

Serge FLEURENCE :

Vu la délibération du 25 juillet 2006 relative au régime indemnitaire du personnel municipal ;

Vu la délibération du 7 février 2007 portant actualisation du régime indemnitaire ;

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire réuni le 9 avril 2010 ;

Au regard de la particularité de leurs fonctions, il est proposé d'attribuer un régime indemnitaire spécifique aux agents relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux exerçant les fonctions de soigneur animalier au sein du Parc zoologique.

Le régime indemnitaire qui leur sera dévolu sera ainsi supérieur de cinquante euros bruts mensuels au niveau perçu par les autres adjoints techniques (hors fonctions « informaticien », « production informatique graphique » et « dessinateur »), hormis pour la tranche de notation 0 à 11,75 dont le montant restera inchangé. Il est précisé que les agents exerçant les fonctions de cuisinier au sein du pôle animalier du parc zoologique bénéficieront également de cette revalorisation de leur régime indemnitaire.

Les nouveaux montants proposés pour les fonctions susvisées seront établis conformément au tableau ci-dessous, qui complète la délibération du 7 février 2007 :

Grades	Fonctions	Modulations (notations)	Montants bruts mensuels
Adjoint technique principal de 1ère classe	Soigneur animalier et cuisinier au sein du parc zoologique	16 à 20	293
		12 à 15,75	243
		0 à 11,75	68,06
Adjoint technique principal de 2ème classe	Soigneur animalier et cuisinier au sein du parc zoologique	16 à 20	283
		12 à 15,75	233
		0 à 11,75	68,06
Adjoint technique de 1ère classe	Soigneur animalier et cuisinier au sein du parc zoologique	16 à 20	273
		12 à 15,75	223
		0 à 11,75	68,06
Adjoint technique de 2ème classe	Soigneur animalier et cuisinier au sein du parc zoologique	16 à 20	253
		12 à 15,75	203
		0 à 11,75	68,06

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter les dispositions d'actualisation du régime indemnitaire ci-dessus présentées et de les rendre applicables à compter du mois de mai 2010 ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

48 - Mise à jour des modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence

Serge FLEURENCE : La délibération du 30 septembre 2009 fixe le montant des vacations réalisées par les agents rémunérés sur état de présence employés par la collectivité.

Cependant seule est prévue dans le cadre de cette délibération la rémunération des activités d'animation, d'accueil, d'entretien et de convoyage.

Or, au regard des besoins de la Ville, il est nécessaire de prévoir une nouvelle possibilité de rétribution de vacations s'appliquant aux activités d'expertise dans le domaine de la communication et de la culture, et notamment le conseil artistique et la programmation de l'espace public.

Elle permettra de recourir à l'intervention de personnalités choisies, sélectionnées au regard de leur niveau de diplôme (Master 1 ou Master 2) et de leur expérience dans les domaines concernés.

Le nombre des vacations (chacune correspondant à une journée de travail) effectuées au cours d'un même mois ne pourra être supérieur à huit.

Chaque vacation réalisée sera rémunérée à hauteur de 375 euros (trois cent soixante quinze euros) nets, la Ville s'acquittant en outre des cotisations salariales et patronales afférentes.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire à procéder au recrutement ponctuel d'agents vacataires chargés d'exercer, en fonction des besoins de la collectivité, des expertises dans les domaines susvisés ;
- d'adopter les dispositions ci-dessus présentées quant à la rémunération de ces vacations, et de prévoir leur application à compter du mois de mai 2010
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

49 - Attribution de subventions à diverses associations – 2010

Max LEVITA : La Ville de Montpellier souhaite soutenir les initiatives des associations qui contribuent au « mieux vivre ensemble » et participent au développement, du sport, de l'action culturelle et au renforcement de la cohésion sociale.

L'engouement et l'énergie des associations sportives contribuent largement à cette démarche. Aussi, afin de contribuer à développer cette culture d'excellence sportive, il est de notre volonté d'apporter une aide financière pour le fonctionnement de ces associations afin de mener à bien leurs activités, à savoir :

Montpellier Water-polo est un club de haut niveau, chargé par la Fédération Française de Natation d'organiser le match France-Allemagne pour la Word Ligue de Water Polo, le mardi 20 avril 2010 à la piscine olympique d'Antigone de Montpellier.

Compte tenu de la portée médiatique de l'évènement, il est proposé une subvention de **1 000 €**.

L'Association F.I.S.E. organise sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur », la 14^{ème} édition du Festival International des Sports Extrêmes du 12 au 16 mai 2010.

Pendant ces 5 jours, les meilleurs riders internationaux seront présents et ce sont plus de 1 500 compétiteurs, dont 750 professionnels, et plus de 300 000 personnes qui feront vivre les sports Freestyle à Montpellier. Il sera proposé aux amateurs de sensations fortes, du roller, du Bmx, du skateboard, du mountain bike et de wakeboard.

Cette année, l'association sensibilisera son public au respect de l'environnement.

Il est proposé une subvention de **90 000 €**.

L'association Montpellier Beach Volley prépare la 6^{ème} édition du Montpellier Beach Masters du 11 au 20 juin 2010 sur la place de la Comédie.

C'est un tournoi international de beach volley où sont représentées les meilleures nations de la discipline (Brésil, USA, Afrique du Sud, France...).

Autour de cet évènement, différents tournois gratuits (scolaires, entreprises,...) réuniront plus de 400 participants.

Il est proposé une subvention de **6 000 €**.

Montpellier Aviron U.C. souhaite organiser la « Fête de l'Aviron à Montpellier » à l'occasion des 80 ans de l'association.

Cette manifestation se déroulerait le samedi 17 avril 2010 sur les berges du Lez, le long de l'avenue du Pirée. Fête populaire, ouverte aux Montpelliérains, cette animation permettrait à un plus grand nombre de découvrir la pratique de l'aviron.

Il est proposé une subvention de **1 000 €**.

Bleu Vertige est une association qui permet la découverte de la nature à travers des supports et activités physiques et sportives telles que l'escalade ou la plongée.

La promotion des sports de pleine nature passe par une école d'escalade, des stages pendant les vacances scolaires, et des stages de formation pour l'obtention de brevets fédéraux.

Il est proposé une subvention de **4 000 €**.

La Montpellier Reine a du Cœur aide à la promotion d'événements, conférences et colloques à vocation ludique ou sportif au titre de la Montpellier Reine pour le profit d'associations à vocation humanitaire.

Le dimanche 30 mai 2010 est organisée la 2^{ème} édition de la course féminine à Montpellier, où sont attendues plus de 2 500 femmes solidaires.

Les fonds récoltés lors de la dernière édition ont été reversés à la Ligue contre le cancer, aux associations Etincelle et le Val d'Aurelle.

Il est proposé une subvention de **1 000 €**.

Claquettes en vogue est une association qui propose des stages de claquettes et initiation à l'anglais dans le cadre de la réussite éducative pendant les vacances scolaires de pâques et toussaint au gymnase Lachenal.

Elle s'inscrit dans la programmation des actions menées dans les pôles sportifs de quartier, et plus spécialement dans le nouveau concept associant la tête et les jambes.

Il est proposé une subvention de **1 500 €**.

Ces dépenses seront à imputées sur le Budget 2010 de la Ville (Nature 6574/Fonction 9240).

Dans le cadre du développement des actions de proximité et de solidarité, la Ville, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse aide également le tissu associatif local pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur avenir et de leur ville. Les actions, proposées par les jeunes, s'inscrivent dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

L'association **AEDCIM : « Association des Etudiants du DESS Droit du Commerce International de Montpellier »**, créée en février 1999, est composée de 25 bénévoles. Elle initie et promeut des manifestations pour aider les jeunes juristes dans le cadre de leur future insertion professionnelle.

Pour cela elle organise chaque année, des événements ouverts aux étudiants et aux professionnels œuvrant dans le domaine juridique, un concours de médiation portant sur la plaidoirie et les exercices juridiques et des soirées événementielles culturelles afin de récolter des fonds.

La subvention demandée porte sur les frais inhérents à la participation de cinq étudiants montpelliérains au concours d'arbitrage international, à Vienne en Autriche, qui se tient du 25 mars au 2 avril. Ce concours regroupe 130 universités, les participants doivent traiter un sujet de mémoire en demande et en défense.

Le budget total de la manifestation est de 5 200€. A ce titre, d'autres collectivités sont appelées à financer ce projet. Afin d'assurer le plein succès de cette opération, il est proposé d'aider l'AEDCIM en lui attribuant une subvention de **500€**.

Ces dépenses seront à imputées sur le Budget 2010 de la Ville (Chapitre 924/Nature 6574/Fonction 422/LC 1937).

Dans le cadre des actions qui contribuent au développement culturel, scientifique et technique, la Ville a choisi de subventionner plusieurs associations œuvrant dans ces domaines.

L'association ***De bouche à Oreille*** œuvre à la promotion du spectacle vivant et à la production de spectacles musicaux. C'est donc tout naturellement que soucieuse de donner à la musique toute la place qu'elle mérite en valorisant l'ensemble des acteurs de la filière - artistes, éditeurs, producteurs, labels et lieux -, que la Ville de Montpellier a souhaité aider leur projet intitulé « La Comédie de la Musique ». La première édition de cette nouvelle manifestation se déroulera les 17 et 18 septembre 2010, sur l'Esplanade Charles De Gaulle. Elle sera l'occasion de proposer aux montpelliérains, un marché de la musique en plein air, des conférences, des débats et des concerts. Les lieux investis seront, le Kiosque BOSC, le ROCKSTORE, la Salle Rabelais, La Médiathèque Emile Zola.

Il est proposé d'attribuer à l'Association De bouche à oreille une subvention d'un montant de **2 500 €**.

L'association ***La Compagnie des Nuits Partagées*** propose depuis 2004 de nombreuses créations théâtrales dans des lieux dédiés au théâtre, dans des festivals à Montpellier mais aussi à l'extérieur. Cette compagnie fortement enracinée sur le territoire a été aidée en 2009 par le Fonds d'Aide à la Création Théâtrale pour le spectacle « Moulins à Paroles ». L'un des axes de travail pour les deux ans à venir est construit autour du thème « faire société ». En effet, jusqu'en décembre 2011 cette compagnie travaillera sur le théâtre comme vecteur d'intégration sociale en lien avec d'autres régions françaises fédérées au sein de la coopérative associative « Arc en Ciel ». Des ateliers et forums seront organisés dans différents lieux et pour différents publics. Des femmes en insertion professionnelle, des élèves en formation à l'IRTS, des seniors du club de 3^{ème} âge « l'âge d'or » et des montpelliérains de tous horizons.

Il est proposé d'attribuer à l'Association « La Compagnie des Nuits Partagées » une subvention d'un montant de **2 000 €**.

L'association ***Tango Panaché*** a fait de la découverte de la culture populaire argentine à travers le tango son crédo. Transmettre la passion de cette danse à travers tous les vecteurs pour soutenir sa pratique et les échanges inter-culturels, voilà ce qui nourrira la manifestation annuelle auquel elle participe très activement, le « Festival Tangosud », du 11 au 16 mai 2010. Concerts, cours, ateliers de pratique de danse sont au programme de cette 9^{ème} édition.

Il est proposé d'attribuer à l'Association Tango Panaché une subvention d'un montant de **1 000 €**.

L'association ***Temps danse*** propose depuis de nombreuses années des créations théâtrales et musicales. Travaillant essentiellement sur le quartier des Beaux Arts et de Boutonnet cette association dispense également des stages autour du théâtre et du chant choral. L'ensemble des artistes professionnels qui composent cette association, proposent aussi des interventions en milieu scolaire et dans le cadre de la formation professionnelle. Depuis 3 ans la Compagnie Pepi Morena que l'association chapeaute, développe son travail autour du jeu clownesque sur Montpellier et son agglomération. Un développement comme une évolution naturelle d'un axe important les échanges interdisciplinaires.

Il est proposé d'attribuer à l'Association Temps Danse une subvention d'un montant de **3 000 €**.

L'association « **Taou** » propose le 19 juin sur le quartier Figuerolles et la Cité Gely une parade interactive qui a pour vocation de mettre en forme, en mots puis en rue le potentiel et la diversité d'un territoire, de ses habitants et des acteurs associatifs locaux. Vivre ensemble une expérience positive, s'impliquer, s'engager parfois mais surtout partager une finalité commune. Ce projet s'articule autour de différents thèmes :

- une collection haute couture composée de huit costumes et leurs machines de spectacles,
- une écriture à partir de récits d'habitants,
- une bande son originale créée par plusieurs artistes musiciens,
- un projet vidéo pour habiller les murs de la cité Gely,
- une parade scénographiée et chorégraphiée,
- un processus artistique et art plastique mené toute l'année avec les écoles, le collège, les maisons pour tous.

Il est proposé d'attribuer à l'Association Taou une subvention d'un montant de **3 000 €**.

L'association **Buzz Art** a été créée en 2010, à l'occasion du dixième anniversaire des rencontres photographiques des Boutographies, afin de mettre en place un OFF à cette manifestation. Ce « OFF » des Boutographies proposera une ballade photographique de midi à minuit dans 19 lieux qui rythment la vie culturelle et artistique locale autour d'expositions photographiques du 8 au 30 mai 2010.

Dans sa volonté de soutenir la photographie et de marquer les 10 ans des Boutographies par la naissance d'un festival OFF, il est proposé d'attribuer une subvention à l'association Buzz Art de **500 €**.

L'association **B Médiation** gère et édite la revue *Offshore*. Cette revue d'art contemporain de qualité, distribuée gratuitement dans la plupart des lieux culturels, fonctionne comme une galerie de poche avec un rédactionnel plutôt critique analytique et transversal.

Largement diffusée, la revue *Offshore* est très sollicitée par les centres d'art, les Frac, la fondation Lambert à Avignon, France culture... Seule revue de ce type dans la Région.

Compte tenu de l'intérêt artistique de cette revue en accord avec la politique Culturelle de la Ville de Montpellier en faveur de l'Art Contemporain il est proposé d'attribuer à l'association B Médiation une subvention d'un montant de **6 000 €**.

Ces dépenses seront à imputées sur le Budget 2010 de la Ville (Chapitre 923/Nature 6574).

Dans le cadre des actions qui contribuent au « mieux vivre ensemble » et afin de faciliter l'intégration de chacun et de renforcer la cohésion sociale, l'association « **Alerte l'Indien** » effectue un travail important autour de l'identité tsigane.

L'association « Alerte l'Indien » a lancé depuis 2009 une grande réflexion sur le changement du regard et la lutte contre la discrimination. A côté de cette réflexion, le soutien de l'association à un projet de film sur le quartier Figuerolles ainsi qu'à l'élaboration d'un livre de cuisine à l'initiative d'un groupe de femmes du quartier font partis des nombreuses initiatives développées par l'association.

L'association a également énormément travaillé autour de la parole citoyenne et de l'expression collective. Un blog, ouvert à tous les montpelliérains est d'ailleurs en cours de finalisation. Elle crée ainsi des dispositifs et des outils afin de favoriser le vivre ensemble dans le respect de la mixité sociale. Elle mène un grand nombre d'actions de médiation dans son quartier dans les domaines de la santé et de l'éducation notamment.

Pour toutes ces raisons, il est proposé d'attribuer à l'association « Alerte l'Indien » une subvention d'un montant de **16 500€**.

Ces dépenses seront à imputées sur le Budget 2010 de la Ville (Chapitre 925/Nature 6574/ LC 17698).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer les montants des subventions proposés ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au Budget primitif 2010 de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à ces affaires.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

50 - Ajustements de cotisations pour l'année 2010

Max LEVITA : L'adhésion aux structures suivantes nécessite un ajustement du montant de leurs cotisations pour l'année 2010. Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir accepter les ajustements proposés ci-dessous :

Nom de l'association	Montant initialement prévu au Budget Primitif 2010	Montant réel de la cotisation 2010
Association des Maires des Grandes Ville de France	28 700 €	29 210.79 €
Association des Villes Universitaires de France	255 €	500 €
Forum Français et Européen pour la Sécurité Urbaine	4 235 €	4 255 €

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'autoriser les ajustements des cotisations tels que présentés ci-dessus,
- de dire que ces dépenses seront inscrites au budget 2010 au chapitre 920,
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

51 - Réforme de véhicules et matériels

Max LEVITA : Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de véhicules : service Parc Auto

Suite à l'acquisition des véhicules pour l'exercice 2010, il convient de réformer les véhicules remplacés dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente estimés par le service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

2) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations - service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2009, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de dépolluer les écrans et de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RMI, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 2 rue Jacques Draparnaud 34 000 MONTPELLIER a été retenue pour un coût nul pour la Ville. Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

3) Réforme de fax : service Achats et Production Graphique

Suite au déploiement du fax électronique, le matériel usagé cité ci-dessous doit être réformé. Les déchets électriques et électroniques seront recyclés conformément à la loi du 13/08/2005 dite loi DEEE.

- 1 fax Panasonic – n° matricule KFP4LR00016

4) Réforme du mobilier des écoles : service Education

Suite à l'état de vétusté du mobilier des écoles cité ci-dessous, il convient de le réformer. Ce mobilier sera donné à l'association ECOLES DU MONDE, sise 20 Parc des Oyats 33590 GRAYAN ET L'HOPITAL qui l'envoie par containers en AFRIQUE.

Chaises (classes et cantines)	910
Tables (classes et cantines)	770
Armoires hautes	50
Bureaux (maîtres et directions)	35
Armoires basses et de rangements	75
Vieux tableaux	30
Présentoirs à livres	20
Bancs	30
Vestiaires du personnel	20
Buffets cantines	15

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de déclarer réformés, ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe,
- d'autoriser la vente des véhicules réformés du service Parc Auto aux enchères,
- d'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement,
- d'autoriser le recyclage du matériel bureautique et fax,
- d'autoriser la mise à disposition gracieuse du mobilier scolaire à l'association Ecoles du Monde,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

52 - MARCHES PUBLICS - Modification du règlement intérieur de passation des marchés à procédure adaptée et modification de la délibération du 02 avril 2008 portant délégations au Maire

Max LEVITA : En application de l'article 28 du Code des Marché Publics les marchés dont les montants sont inférieurs à ceux imposant une procédure de passation formalisée peuvent être passés selon une procédure adaptée définie librement par le pouvoir adjudicateur.

Sur cette base, par une délibération en date du 30 mars 2009 vous avez adopté un règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée.

Le droit des marchés publics est en constante évolution ce qui impose que ce règlement soit aujourd'hui modifié.

- La principale modification concerne le seuil de répartition entre procédures formalisées et adaptées. En effet, ce seuil est révisé tous les deux ans par un règlement de la Commission Européenne. Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2010 ledit seuil est fixé à 193 000 € HT pour les fournitures et services (anciennement 206 000 €) et 4 845 000 € HT pour les travaux (anciennement 5 150 000 €).

- La seconde modification est relative à la mise en place de la computation des seuils de procédure à l'échelle de la Ville. En raison de la taille de la collectivité, un certain nombre de procédures sont passées directement par les services sans intervention du service de la commande publique (marchés de moins de 90 000 euros HT). Cette organisation doit être s'accompagner de mécanismes permettant de contrôler que les procédures de passation ne sont pas artificiellement scindées mais restent calculées à l'échelle globale de toute la commune. C'est l'outil de numérotation des marchés rénové et mis en place depuis la mi avril 2010 qui permet un tel contrôle. Le règlement intérieur prévoit donc l'obligation de numéroter les marchés dès le premier euro.

- La troisième modification est relative aux dérogations possibles au règlement intérieur.

En la matière, il convient de rappeler qu'il ne peut être dérogé aux obligations de publicité et de mise en concurrence que de façon exceptionnelle et dûment justifiée. Afin de prévenir toute dérive sur l'application de ces dérogations, il vous est proposé de les limiter aux seuls cas prévu par le Code des Marchés Publics dans le dernier alinéa de son article 28 (marchés de moins de 4000 €, lorsque les circonstances le justifient, dans les cas prévus à l'article 35 II du code).

- Les quatrième et cinquième modifications sont des précisions. Il s'agit d'abord de rappeler que les modalités de publications ne doivent pas être définies qu'en fonction du montant du marché mais également en fonction de son objet et de ses caractéristiques qui imposent, à chaque fois que cela est possible, de procéder à des publicités dans des journaux spécialisés correspondant au secteur économique concerné par le marché. Il s'agit ensuite de rappeler aux services que pour chaque marché de plus de 3000 € il convient de se faire communiquer par l'entreprise attributaire les certificats fiscaux et sociaux justifiant de la régularité de sa situation. Cette vérification doit être renouvelée tous les 6 mois.

- les autres modifications consistent en des petites précisions rédactionnelles de détail.

Le règlement modifié est joint en annexe.

La prise en compte de ces modifications, notamment celle relative aux seuils, influe également sur la répartition des compétences au sein de la commune.

Par délibération en date du 30 mars 2009, modifiant la délibération globale de délégation du 02 avril 2008, vous avez en effet délégué au Maire le pouvoir *« de prendre toutes les décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accord-cadre dont le montant est inférieur à 206 000 € HT. »*

Cette délégation était également étendue, sans condition de montant, à tous les cas dans lesquels le règlement intérieur permettait de se dispenser de toute publicité et mise en concurrence ceci afin de permettre notamment la passation de marchés dans des délais très rapides en cas d'urgence.

En application du dernier règlement pris par la Commission Européenne et dans un souci de cohérence avec les modifications apportées au règlement intérieur sur les MAPA, il vous est proposé de modifier aujourd'hui cette délégation en baissant le seuil de délégation de 206 000 € à 193 000 € HT.

Ainsi, et conformément à l'article 2122-22 du code CGCT il est proposé de remplacer le 4° de la délégation au maire tel que mentionné dans la délibération du 02/04/2008 modifiée par la rédaction suivante :

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur à 193 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

De prendre, sans limitation de montant, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres pouvant être passés sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article 35 II 1° du code des marchés publics (urgence impérieuse, travaux d'office à effectuer dans le cadre des procédures de péril ou d'insalubrité)

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les modifications apportées au règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver ledit règlement tel qu'annexé à la présente délibération ;
- D'approuver la modification de la délégation donnée au Maire pour prendre tous les actes prévus et énumérés à l'article 2122-22 4° du CGCT dans les conditions définies ci-dessus

Pour : 46

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Messieurs VIGNAL, BOUILLE, ABBOU, Hervé MARTIN et Madame DOMBRE COSTE
reviennent en séance

54 - Vœu de la majorité municipale dénonçant le mépris du gouvernement pour les professionnels de la petite enfance

Max LEVITA : Le conseil municipal, réuni en séance le 3 mai 2010, se prononce contre la politique gouvernementale qui remet en cause l'accueil de la petite enfance.

Le gouvernement prépare la publication d'un décret sur les modes d'accueil collectif qui :

- autorisera un établissement de 60 places à accueillir certains jours jusqu'à 72 enfants,
- abaissera de 50 à 40 % la proportion des professionnels les plus qualifiés auprès des enfants,
- officialisera les nouveaux « jardins d'éveil » pour des enfants de 2 à 3 ans avec un adulte auprès de 12 enfants voire plus, alors que ce taux est d'un adulte pour 8 enfants du même âge en crèche.

Plus d'enfants confiés à des équipes moins qualifiées, c'est moins de disponibilité et d'attention, plus d'insécurité matérielle et affective pour chaque enfant, plus de stress pour les professionnels !

Comment le gouvernement peut-il prétendre améliorer l'accueil des enfants alors qu'il autorise du surnombre, même « ponctuel », sans modifier le taux d'encadrement ? Comment le gouvernement peut-il annoncer la création de 200.000 places d'accueil alors que le contrat d'objectif 2009-2012 de la CNAF n'a prévu que la création de 30.000 places ? Comment le gouvernement peut-il prétendre défendre le service de la petite enfance alors qu'il souhaite ouvrir le marché à des établissements de garde privés « Jardins d'éveil » ?

La stratégie de la droite est de traiter l'accueil et la garde des enfants comme un simple service d'aide à la personne. Cette orientation est manifeste dans la proposition de loi UMP relative aux maisons d'assistants maternels où seraient employés des salariés ayant suivi une formation de soixante heures, à comparer aux cinq années d'études des professionnels de la petite enfance.

Cette politique, dangereuse et injuste, se fait au détriment des conditions d'accueil des enfants et des familles, à commencer par les plus modestes.

Le conseil municipal réaffirme son attachement à un service de qualité et s'oppose aux logiques politiques qui traitent l'accueil et la garde des enfants comme un simple service d'aide à la personne.

Madame le Maire et le conseil municipal de la Ville de Montpellier assurent leur entière solidarité aux professionnels de la petite enfance qui ont engagé une action contre l'assouplissement des règles d'accueil des enfants et demandent à l'Etat de revenir immédiatement sur ses positions.

Françoise PRUNIER : Étant déléguée à la petite enfance, je souhaite faire une déclaration. Nous affirmons qu'une politique publique ambitieuse pour la petite enfance constituerait un investissement pour l'avenir. Il s'agit surtout de la première condition pour assurer le droit au travail des femmes. Comme toujours, les femmes sont les premières à subir la précarité et surtout le chômage. Lorsqu'elles ont un emploi, elles doivent souvent adopter une position fort désagréable, consistant à se retirer du marché du travail parce qu'elles n'ont pas de moyens de garde.

Un service public de la petite enfance permettrait à toutes les familles qui le souhaitent de faire accéder leur enfant à un mode d'accueil de qualité. Mais non : à l'inverse, les mesures gouvernementales vont dans le sens d'une dégradation des dispositifs existants, au détriment des familles et des besoins fondamentaux des enfants. Plutôt que de mettre en œuvre une véritable politique pour la petite enfance et de financer la construction de crèches avec du personnel qualifié, le gouvernement préfère la surenchère à la qualité : plus d'enfants avec moins de personnel. Cela est parfaitement scandaleux.

Donnons la possibilité aux plus petits de bénéficier de véritables projets pédagogiques nécessaires à leur développement. Les enfants méritent mieux et les salariés professionnels de la petite enfance doivent pouvoir travailler dans des conditions irréprochables. Il s'agit d'une atteinte inadmissible à la qualité d'accueil du jeune enfant. Cette dégradation est inacceptable. Nos enfants méritent mieux que du gardiennage.

Je vais terminer par une citation de Lya LUFT, qui est un poète brésilien : « *L'enfant c'est le sol sur lequel nous marcherons toute notre vie* ».

Jacques DOMERGUE : Sur un tel sujet, il convient de rester sérieux. Nul parmi nous ne souhaite revenir sur la petite enfance et sur les conditions d'exercice des différents modes de garde. Il existe un problème en France, il est vrai. Le besoin de garder les petits enfants va croissant et les modes de garde sont très diversifiés. Vous faites un procès d'intention au gouvernement. Je pense que cela est malvenu.

En effet, le gouvernement essaie de répondre aux demandes. Vous avez vu ce qu'il a fait, permettant aux assistantes maternelles d'encadrer quatre enfants au lieu de trois : cela est une bonne chose, qui va leur permettre de mieux gagner leur vie et de couvrir leurs plages horaires. Des subventions ont également été accordées pour que des aménagements soient réalisés dans les domiciles d'accueil des enfants.

Concernant les crèches, se pose un problème de taux d'occupation des établissements. Dans une crèche où 20 places sont disponibles, le taux d'occupation est aujourd'hui en France d'environ 70 %. Cela fait que l'augmentation du nombre d'enfants accueillis ne se traduit pas par un surcroît de places ou une surpopulation, mais simplement par le fait que si certains enfants ne vont pas en crèche alors qu'une place leur est destinée, d'autres peuvent en bénéficier. Voilà ce sur quoi porte le litige.

Il n'est pas question de faire des économies sur la petite enfance ; cela serait malvenu. Il est simplement question d'optimiser les structures à disposition, pour faire en sorte que le maximum de familles puisse bénéficier des moyens d'accueil les plus diversifiés possibles. Je répète donc qu'est mise à disposition une optimisation et non une réduction des moyens.

Francis VIGUIÉ : J'invite M. DOMERGUE à se rendre jeudi à la manifestation de l'association Pas de Bébé à la Consigne. Elle se mobilise depuis quelque temps, en particulier à la suite des décisions de Mme MORANO. Il aura alors l'occasion d'entendre au mieux ce qu'en pensent les salariés et comment ils perçoivent les problèmes. La manifestation se tiendra jeudi au Peyrou à 14h30.

Catherine LABROUSSE : En réponse à l'intervention de Jacques DOMERGUE, je souhaite lui rappeler qu'en mai 2005, la première mesure prise allant dans le sens de l'actuelle politique du gouvernement, consistait à supprimer une partie de l'aide à la petite enfance par la Caisse nationale pour la petite enfance. Ensuite, comme l'a dit Jean-Louis GELY tout à l'heure, nous observons un phénomène de prise en étau de l'enfant. Nous donnons en effet la possibilité aux assistantes maternelles d'accueillir 4 enfants en garde. Or, 4 enfants en bas âge, cela est très difficile à gérer. Je pense que pour le développement et l'épanouissement personnel de l'enfant, cela est assez problématique.

Pour rejoindre ce qu'a dit Jean-Louis GELY en début de séance, concernant la modification des rythmes scolaires, nous avons des enfants qui, désormais, sont décalés sur des rythmes chronobiologiques. Cet engrenage, qui conduit la politique de la petite enfance au non développement ou non épanouissement des enfants, est assez dangereux. Je rejoins, bien entendu, les propos de Françoise PRUNIER. Sans aucun problème, le groupe MoDem votera le vœu.

Philippe SAUREL : Deux mots pour aller dans le sens de Mme PRUNIER et de M. VIGUIÉ. J'invite à mon tour moi aussi M. DOMERGUE à la manifestation, qui aura lieu au mois de juin, de tous les signataires de la pétition « Pas de zéro conduite ».

C'est l'une des premières mesures prises par le gouvernement SARKOZY dans la loi de prévention de la délinquance. Celui-ci a expliqué que l'enfant qui, à l'âge de 2 ans jette un cube contre le mur à la cantine, était un futur délinquant. Il expliquait alors que des zones cérébrales avaient un lien avec la violence et qu'il fallait pré-médicaliser, voire lobotomiser. Cela a été un pur scandale. Ce rapport, qui avait été signé par le CNRS, a été retiré de Google. Une pétition de plus de 400 000 praticiens (médecins, personnels de santé) et élus a circulé.

Cela montre la philosophie du gouvernement actuel dans son rapport à l'enfant. Ceci a été largement soutenu au Conseil général de l'Hérault et dans d'autres instances. Les propos de Madame PRUNIER sont importants et je les cautionne complètement. Je voudrais y ajouter cette précision quant à la conception de l'enfant qu'a l'actuel gouvernement, qui n'est à mon sens absolument pas d'utilité générale ni dans le sens de la tradition de notre société. Elle ne va pas dans le sens du respect de l'enfant. En tant que fils d'instituteur, cette conception me révolte.

Françoise PRUNIER : Je n'ai pas grand-chose à ajouter et je ne veux pas entrer dans des discussions stériles. Je pense que l'éducation et la petite enfance ne sont pas des priorités pour notre gouvernement actuel. Heureusement que la Ville a engagé une dynamique quant à la petite enfance. Il faut en effet savoir que nous accueillons chaque jour près de 4000 enfants à Montpellier et que notre budget annuel de la petite enfance dépasse les 24M€. Nous avons 3 projets d'ouverture de crèche, par ailleurs. Je me demande comment font les villes n'ayant pas une dynamique sur l'enfance. Les parents doivent être dans une grande difficulté.

Jacques DOMERGUE : Je veux répondre à M. SAUREL. Il a extrapolé un peu vite. Ce dont il parle renvoie à la campagne pour l'élection présidentielle, suite à l'entretien avec le psychiatre Michel ONFRAY. Cela faisait suite à un rapport du CNRS : Nicolas SARKOZY ne l'a pas inventé ! Cela démontre qu'il faut être prudent avec les affirmations scientifiques.

Lors de notre campagne pour les municipales, quand nous évalué la situation de la petite enfance à Montpellier, nous nous sommes rendu compte d'une chose importante : il manquait 1000 places de crèche à Montpellier. Depuis, une partie du retard a été rattrapée. Mais il faut savoir que, lorsque sont fait des choix d'investissement (par exemple, 130M€ dans une mairie), cela se fait au détriment d'autres investissements. Je veux bien que vous donniez des leçons au

gouvernement, mais il convient que chacun balaye devant sa porte. Et je pense que la Mairie de Montpellier devrait le faire.

Jacques TOUCHON : Je pense que nous devons donner des leçons à M. SARKOZY en la matière. En effet, M. SARKOZY a tenu des propos, concernant la génétique, qui sont absolument inacceptables. La réaction populaire qui a suivi ses propos a été extrêmement saine. Penser que le génétique peut tout expliquer (la délinquance de l'enfant comme l'homosexualité) revient à prendre une direction extrêmement dangereuse pour notre société.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h55
